

L'art vénéneux du faux compromis

Peut-on jouer l'avenir de la France avec des méthodes manœuvrières dignes d'un congrès de parti ? Jean-Luc Mélenchon le croit qui, non sans mauvais talent, impose au Nouveau Front populaire ses ruptures stratégiques et à Emmanuel Macron son agenda du chaos. Ainsi feint-il maintenant la conciliation en proposant de sacrifier les futurs ministres insoumis pour faciliter

la nomination de Lucie Castets à Matignon. Cette ruse n'est qu'un leurre, un artifice visant à évacuer la seule question qui vaille : comment un groupe de députés certes en tête mais minoritaire a-t-il la capacité de gouverner sans rien lâcher sur la radicalité de ses idées ?

Le lider maximo crie au « déni de démocratie ». Mais dans tous les régimes parlementaires européens, le parti ar-

rivé premier engage aussitôt le dialogue avec de potentiels partenaires, quitte à arrondir ses mesures les plus extrêmes. Il taxe le président d'« autocrate », mais comment qualifier un dirigeant qui refuse le compromis alors même que, face à des oppositions qu'une posture jusqu'au-boutiste n'incitera pas à une abstention bienveillante, il doit trouver 97 députés pour atteindre la majorité ?

Après tout, le message des électeurs peut s'entendre comme un impératif de « travailler ensemble »...

Par son intransigeance calculée, le leader insoumis interdit toute « prime au compromis ». Parce qu'il a réussi à inféoder ses alliés, sous dépendance intellectuelle et psychologique comme le dit Raphaël Glucksmann. Parce qu'il sait que l'hégémonie du RN à droite et la défaite

du bloc central rendent impossible une coalition alternative, et très improbable un accord fondé sur un renoncement à la censure. Avec une habileté vénéneuse, Jean-Luc Mélenchon parvient à déclarer, sans rire, qu'il sera « toujours du côté de la solution » tout en préparant la paralysie, puis l'instabilité maximale.

Rémi Godeau
@remigodeau

Par sa pseudo-concession sur un soutien sans participation, l'insoumis en chef court-circuite le plan d'Emmanuel Macron, à l'approche de la nomination d'un futur Premier ministre

Matignon Les vraies raisons du « repli » de Mélenchon

Joueur d'échecs

Lundi, Emmanuel Macron achèvera son cycle de consultations en vue de la nomination d'un Premier ministre en recevant à l'Élysée les dirigeants du RN, Marine Le Pen et Jordan Bardella, ainsi que leur allié Eric Ciotti. Jusqu'ici, la présence de ministres LFI au sein d'un gouvernement dirigé par Lucie Castets faisait l'objet d'un veto de l'ensemble des forces du bloc central et de la droite LR. Un motif de censure rendu obsolète par la déclaration surprise de Jean-Luc Mélenchon, samedi au JT de 13 heures de TF1.

Antoine Oberdorff

A DÉFAUT D'APPRÉCIER les journalistes, Jean-Luc Mélenchon les connaît bien, ces « beaux esprits » sur lesquels il pense avoir toujours un coup d'avance. « Vous avez des saisons, vous, les journalistes. Si l'on commence la rentrée, en disant que l'affaire est pliée, vous n'allez pas inventer des trucs. Il faut savoir repérer les cycles et remettre du charbon dans la machine pour que ça avance », théorisait-il l'année dernière aux traditionnelles universités d'été du mouvement insoumis à Valence (Drôme), peu après avoir pris tout le monde par surprise en enrôlant

Ségolène Royal pour conduire une liste unique aux européennes.

Samedi, au JT de 13 heures de TF1, tel un vieux congressiste du PS, Jean-Luc Mélenchon a donc remis du charbon dans la machine élyséenne, toujours en panne de Premier ministre à l'issue des consultations de la fin de semaine. Et ce, par une simple interpellation adressée aux chefs des trois formations macronistes : « S'il ne comportait aucun ministre insoumis, est-ce que vous vous engagez à ne pas voter la censure et à lui permettre d'appliquer le programme pour lequel nous



sommes arrivés en tête des élections législatives ? » L'ultimatum se trouve ainsi posé.

Silence radio. Inutile de préciser que le triple candidat à la présidentielle n'a pas pris soin de prévenir les autres responsables du NFP au préalable. Le tribun insoumis sait

ménager ses effets. Celui-ci est réussi à l'approche de l'ouverture des Jeux paralympiques, mercredi 28 août, cité comme une date limite pour la nomination d'un nouveau chef de gouvernement. Le défilé des chefs de parti dans le Salon vert de l'Élysée n'avait qu'un seul objet pour Emmanuel Macron : écarter une bonne fois pour

toutes l'aspirante à Matignon du Nouveau Front populaire, Lucie Castets.

Comment ? En s'assurant qu'elle serait renversée sur-le-champ dès lors qu'un maroquin serait confié à un insoumis. « La diabolisation des insoumis était comode, reconnaît ce dignitaire du PS. Un insoumis à l'Intérieur ou aux

●●● Pages 2 et 3

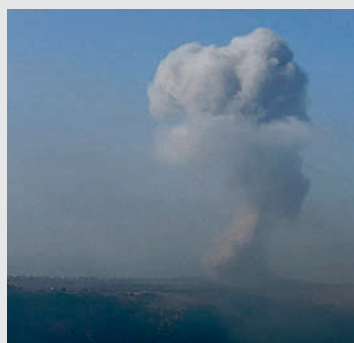
Gare à « l'effet septembre » sur les marchés

Un rapide assouplissement des taux directeurs est attendu par les investisseurs et la Bourse **Page 5**

« Il faut un big bang populaire en faveur du travail »

Antoine Foucher détaille, dans un entretien, les contours de son nouveau contrat social **Page 11**

« L'influence du Hezbollah grandit »



SIPA PRESS

Le chef du parti chiite a annoncé, dimanche, que la « cible principale » de l'attaque lancée contre Israël était la base de renseignement militaire de Gilot, près de Tel-Aviv. Le spécialiste du Moyen-Orient Fadi Assaf décrypte, dans un entretien, l'escalade en cours.

Page 9

nim
Groupe Menway

MANAGEMENT
DE TRANSITION
DEPUIS 2001

Un manager de transition
en 48 heures pour prendre en main
une situation délicate.

nimeurope.com
01 46 24 85 71

Paris • Aix-en-Provence • Bordeaux • Lyon • Metz • Lille • Toulouse

- Gestion de l'urgence
- Réorganisation RH
- Relance industrielle
- Retournement opérationnel
- Cash management
- Digitalisation accélérée

Matignon : les vraies raisons du « repli » de Mélenchon

●●● Suite de la page 1

Affaires étrangères, Rima Hassan qui aurait ses entrées au Quai d'Orsay, cela pouvait donner des sueurs froides à une bonne partie de l'opinion publique ».

Inversion de la bataille des récits. Jean-Luc Mélenchon apparaissait comme l'empêcheur de gouverner en rond par son refus systématique du compromis ? Il se repositionne « du côté de la solution » au blocage institutionnel, sans rien céder sur le fond. Ce sera « tout le programme et rien que le programme », avec ou sans LFI sous les ors de la République.

Les éléments de langage repris de Renaissance jusqu'aux LR ne tiennent plus ; l'arc républicain s'est retourné contre eux. L'archer insoumis a décoché une flèche qui les force à sortir du bois. Puisque Gabriel Attal se dressait contre « un ministre de l'Intérieur qui qualifierait nos policiers de barbares », que peut-il dire maintenant que les agents de la bordérisation renoncent à gouverner ?

Silence radio du côté du Premier ministre démissionnaire, interrogé en qualité de patron du groupe Renaissance. Pas un signe non plus de ses homologues du MoDem et Horizons à l'Assemblée nationale.

« Depuis hier, ça doit phosphorer », savourait le coordinateur de LFI Manuel Bompard devant une foule de sympathisants, dimanche matin. La référence au Front populaire de 1936 aurait dû permettre d'anticiper la manœuvre. La posture du « soutien sans participation » adoptée autrefois par le communiste Maurice

Ni lui, ni aucun de ses lieutenants n'avaient l'intention de se compromettre dans une éphémère expérience gouvernementale condamnée, de surcroît, à décevoir le « peuple de gauche »

Thorez vis-à-vis du SFIO de Léon Blum et de ses alliés radicaux tournait dans un coin de la tête des stratégies de LFI.

En aparté avec les écologistes, Manuel Bompard avait même évoqué cette piste à une reprise. C'était au moment de l'épisode Laurence Tubiana. Olivier Faure n'en a été informé que bien plus tard, une fois l'idée d'envoyer l'ex-négociatrice de la COP21 à Matignon définitivement enterrée.

Aujourd'hui, le Premier secrétaire du PS se félicite qu'avec le soutien sans participation de LFI, l'hypothèse Castets ait repris de la consistance. « Tout le monde, même les plus modérés de ce pays, commence à comprendre qu'Emmanuel Macron cherche en réalité à contourner la démocratie », observe-t-il.

Le président de la République ayant lui-même reconnu devant ses convives que les électeurs avaient envoyé un « message d'alternance » à l'occasion des législatives anticipées, pourquoi ne sent-il pas ce parfum de cohabitation qui flotte dans l'air à gauche ? Au pays de l'insoumission, la bande-son des vacances a été chantée à tue-tête tout le week-end : « Lucie Castets à Matignon, sinon Macron destitution ».

Lors de sa probable allocution devant les Français, lundi en fin de journée, Emmanuel Macron aura à assumer qu'il écarte le nom de Lucie Castets, non en raison de ses liaisons dangereuses avec LFI, mais en raison du programme qu'elle défend. Dans le bloc central, des francs-tireurs révèlent déjà la vraie nature de leur opposition de principe à tout gouvernement NFP.

« **Dirigisme économique** ». Il ne s'agit plus de faire le tri entre des socialistes bon teint et des mélenchonistes infréquentables, mais de récuser « l'explosion des impôts et de la dépense publique », synonyme de « dirigisme économique » pour le député Renaissance de Paris, Benjamin Haddad. Pour les mêmes raisons, ses collègues Constance Le Grip, Charles Rodwell et Karl Olive (parmi d'autres) voteraient la censure d'un gouvernement Castets qui voudrait appliquer son programme.

L'épouvantail LFI passe, ses marqueurs de radicalité demeurent : l'abrogation de la réforme des retraites, la hausse du smic à 1600 euros, la revalorisation du point d'indice des fonctionnaires de 10%, ou encore l'instauration de 14 tranches d'imposition sur l'impôt sur le revenu.

Ce programme, dont Jean-Luc Mélenchon prend un malin plaisir à rappeler qu'il ressemble à s'y méprendre à celui de la Nupes, qui



SIPA PRESS

Jean-Luc Mélenchon se repositionne « du côté de la solution » au blocage institutionnel.

lui-même reprenait l'essentiel de son agenda présidentiel de 2022. Ce programme, dont l'opposition interne d'Olivier Faure au sein du PS dénonce l'irréalisme budgétaire.

Nul n'ignore combien la bataille du chiffrage a été rude entre insoumis et socialistes au moment des négociations sur le contrat de législation. Les émissaires mélenchonistes Eric Coquerel et Clémence Guetté tablaient sur 250 milliards d'euros de dépenses supplémentaires. Pas tout à fait adeptes de l'argent magique, les négociateurs roses avaient orchestré une interview de Valérie Rabault dans *Les Echos* pour cranter un autre chiffre – 106 milliards sur la période 2024-2027 –, un brin plus crédible, quoique toujours éloigné des 25 milliards d'euros d'économies nécessaires à un début de redressement des comptes publics en 2025. Tout cela pour atterrir sur un chiffre de 150 milliards d'euros.

« Désastre économique » et « aller simple vers le Venezuela » dicit la vice-présidente Horizons Naïma Moutchou : derrière les superlatifs employés par les censeurs du NFP, Jean-Luc Mélenchon tient sa démonstration. « La forme, c'est du fond qui remonte à la surface », a-t-il toujours objecté à ses ex-camarades socialistes effarouchés par le bruit et la fureur qui le caractérise.

Désormais, la posture magnanime, quasi sacrificielle qu'il endosse par son soutien sans participation ne trompe personne. Ni lui, ni aucun de ses lieutenants n'avaient l'intention de se compromettre dans une éphémère expérience gouvernementale condamnée, de surcroît, à décevoir le « peuple de gauche ».

« **Position maximaliste** ». « Thorez pensait à la révolution. Mélenchon pense plus prosaïquement à 2027, analyse une huile du PS. Avec un soutien sans participation, il est gagnant sur tous les tableaux : un gouvernement NFP passe, est logiquement entravé dans la mise en place de son programme, mais les LFI ne sont pas comptables de son médiocre bilan, et peuvent aussi le défoncer de l'extérieur depuis une position maximaliste ». Une hausse du smic inférieure à 1600 euros ? La politique des petits pas, c'est niet pour un insoumis. Une taxation marginale des riches moins élevée que prévu sur la dernière tranche ? « Un barème de lâches ! », riposterait l'insoumise Ersilia Soudais, qui avait exhorté Lucie Castets à faire preuve d'un peu de « courage ».

Il n'y aurait donc plus qu'à attendre qu'un gouvernement Castets sans Manuel Bompard, Mathilde Panot et consorts n'édulcore le contrat de législation du NFP au gré des compromis pour qu'advienne une nouvelle génération de « socio-traîtres ».

Ou bien, option B avancée par notre social-démocrate : « Le gouvernement Castets est censuré et Mélenchon peut dire que la seule voie possible, c'est la gauche de rupture, comme il l'a toujours dit, et ranger la gauche derrière lui sur cette base ».

Dans un cas comme dans l'autre, la « solution institutionnellement stable » recherchée par Emmanuel Macron ne viendra certainement pas de Jean-Luc Mélenchon qui le surnomme tantôt « Macron l'autocrate », tantôt « Mac Macron » en référence au président Mac Mahon poussé à la démission sous la III^e République.

La procrastination du maître des horloges touche à ses limites. Ni l'ex-Premier ministre Bernard Cazeneuve, ni le maire PS de Saint-Ouen Karim Bouamrane, objet d'une soudaine « hype médiatique », n'offrent de coalition de nature à déjouer une motion de censure. De même à droite, où le nom de Xavier Bertrand n'emporte aucune adhésion franche de Laurent Wauquiez. Au terme d'un septennat de débâchage, l'illusion du contrôle se dissipe.

@A_Oberdorff

Emmanuel Macron cherche un second souffle olympique

ESPRIT (DES JO), es-tu toujours là ? Embourbé dans une rentrée politique délétaire, Emmanuel Macron caresse l'espoir de voir se rouvrir, mercredi, la parenthèse enchantée des Jeux olympiques de Paris. De pouvoir respirer à nouveau, pendant les dix jours des Jeux paralympiques, de cet « air plus léger » qui a soufflé sur le pays cet été.

Cela peut aider. Sûrement pas à s'extirper de l'inextricable situation politique née de la dissolution, mais peut-être à installer un nouveau climat en France. C'est le principal enseignement de ces trois semaines de chauvinisme bon enfant, de fraternité décomplexée et de joie de vivre ensemble : l'état d'esprit du pays peut changer.

« Les JO peuvent marquer le point de départ d'une nouvelle époque, assure un proche du président de la République. Ces semaines de joie et de fierté n'étaient pas qu'une parenthèse, elles étaient le syndrome d'une tectonique plus profonde ». Mécaniquement, le bonheur vécu cet été renvoie à celui de 1998, lorsque l'équipe de France avait remporté la Coupe du monde de football pour la première fois de son histoire.

Un été aussi, le pays s'était rêvé en black-blanc-beur, modèle d'intégration réussie, avant de replonger dans l'ordinaire de ses querelles quotidiennes. Un rêve d'union nationale comme un feu de paille, mais qui finit toujours par repartir, dans les grands moments de joie comme dans les peines les plus profondes. Il s'agit de se rassembler.

Comme après l'attentat islamiste contre Charlie Hebdo en janvier 2015. Sideré, le pays se rassemble autour de la place de la République le 11 janvier pour témoigner de sa tristesse. Une cinquantaine de chefs d'Etat du monde entier font le déplacement pour témoigner de leur attachement à la lutte contre le terrorisme. Les rues sont noires de monde. La police est applaudie, comme pendant les JO cet été. Le pays est rassemblé, fier aussi du témoignage de solidarité international qui s'est manifesté ce jour-là.

Prouesse. « Voilà ce que signifie le 11 janvier : nous sommes un seul pays, un seul peuple, une seule France », explique le président de la République François Hollande quelques jours plus tard. Il ne parviendra pourtant jamais vraiment à prolonger cet « esprit du 11 janvier ». Comme toujours, le pays va renouer avec ses divisions. Régulièrement, il témoigne pourtant d'un désir d'unité, souvent par-delà les clivages politiques.

Juillet 2000, le Concorde s'écrase à Gonesse. La fin d'un mythe et d'une époque. L'émotion traverse la France. Cinq ans plus tard

« La morale des JO, c'est qu'il y a une prime à l'audace et à la foi dans l'avenir », explique-t-on dans l'entourage du Président

à Toulouse, comme pour répondre au crash du Concorde, l'A380 décolle pour son vol d'essai. L'envol élégant du gigantesque cargo des airs insufflé un sentiment de fierté dans le pays. Le même que celui ressenti un an auparavant lorsque Jacques Chirac avait inauguré le viaduc de Millau, improbable pont suspendu dans les airs et prouesse architecturale française.

Le président de la République avait alors salué « une France moderne. Une France entreprenante et qui réussit. Une France qui investit dans l'avenir. Une France aux avant-postes du progrès mondial. Une France à la pointe de l'excellence scientifique et technique ». Soit, comme le disait Emmanuel Macron dans L'Equipe après le succès des JO, « la démonstration que la France, quand elle se rassemble, sait faire de grandes choses ». Avant de replonger dans ses divisions.

Comment réussir à prolonger cet état d'esprit qui se dérobe dès lors que l'on tente de s'en emparer ? Depuis cet été, la question taraude le chef de l'Etat. Au-delà de l'héritage physique des Jeux, avec les installations olympiques, l'assainissement de la Seine ou la politique sportive, la question de l'héritage immatériel reste entière. Que restera-t-il de cet été d'union et de ferveur nationale ?

« La morale des JO, c'est qu'il y a une prime à l'audace et à la foi dans l'avenir, explique-t-on

dans l'entourage du Président. Les Français en ont profité car ils se sont vus tel qu'ils veulent se voir : attachés à leur passé et capables de grands projets. Ce qui s'est exprimé avec ces Jeux, c'est l'idée que tout cela était encore possible ».

Le début de la fin du déclinisme qui imprègne l'atmosphère ambiante depuis des années sur fond de succession de crises qu'elles soient financières, économiques, sociales, sanitaires, internationales ou politiques comme en ce moment. Le succès des Jeux et leur retentis-

Comme tout s'est bien passé, il n'y a rien à lui reprocher. Rien à lui accorder non plus

sement dans le monde en attestent : la France n'est pas arrivée au bout de son histoire. En ce sens, la leçon des JO est aussi politique.

« Tous ceux qui surfaient sur le french bashing, sur l'idée que la France était devenue un petit pays incapable de maintenir son rang dans le monde, en sont pour leurs frais », se réjouit un proche d'Emmanuel Macron. Lequel n'a pas manqué d'observer le silence de LFI et du Rassemblement national pendant toute la période des JO, quand les athlètes tricolores engrangeaient médaille sur médaille sous le regard d'un pays aux anges.

Ras-le-bol. « Il y a un perdant : c'est l'esprit de défaite, résume le chef de l'Etat dans *L'Equipe*. Souvent, quand on allume la télé ou qu'on ouvre les journaux, on ne parle que de déclassement. Les Français ont redécouvert qu'ils pouvaient faire de grandes choses ensemble ». Et sans le bruit de fond ordinaire de la conflictualisation à outrance des insoumis ou de la dédiabolisation en trompe-l'œil du RN.

« Les insoumis et l'extrême droite étaient gênés pendant les JO car privés du terreau sur lequel ils prospèrent d'ordinaire : la polémique, le dénigrement, le pessimisme, explique un proche d'Emmanuel Macron. Ce que l'on a vu dans la rue cet été, c'est la majorité silencieuse. Celle qui bosse, qui ronge son frein, qui se désespère du climat politique délétaire mais qui n'a aucun moyen d'exprimer son ras-le-bol ». Celle qui ne vote pas pour autant massivement pour Emmanuel Macron, le résultat des élections législatives en témoigne.

D'ailleurs, le président de la République n'attend aucune amélioration de sa cote de popularité. Après les JO, elle n'a pas bougé ou presque. Déjà ça de gagné. En cas de ratage dans l'organisation, tout lui serait retombé sur le dos. Comme tout s'est bien passé, il n'y a rien à lui reprocher. Rien à lui accorder non plus. Une fois refermée la parenthèse enchantée des JO, le chef de l'Etat a replongé dans la crise politique.

Sans demander de trêve pour les Jeux paralympiques. Espérant juste que l'esprit des JO continue à souffler, au moins jusqu'au 14 septembre pour la parade des athlètes et des organisateurs sur les Champs Elysée. Pour reprendre son souffle, olympique, avant la plongée en apnée, politique.

François-Xavier Bourmaud
@fxbourmaud



SIPA PRESS

Le chef de l'Etat espère bien retrouver cet « air plus léger » lors des Jeux paralympiques, qui s'achèveront le 8 septembre.

Matignon : les vraies raisons du « repli » de Mélenchon

Laurent Wauquiez au Mont Mézenc : une rentrée en plein brouillard

BROUILLARD PERSISTANT sur la rentrée politique de Laurent Wauquiez. Le nouveau chef de la droite a retardé d’une heure son discours, dimanche, le temps que la brume accrochée au Mont Mézenc se décide à céder la place au soleil. La fraîcheur du climat local - 12 degrés à midi - n’avait pas découragé 500 de ses sympathisants, venus l’écouter au pied du plus haut sommet de la Haute-Loire. Certains, comme le sénateur vendéen Bruno Retailleau, étaient venus de loin pour participer pour la première fois à ce rendez-vous instauré il y a treize ans.

C’est que cette rentrée-là a un goût différent pour celui qui vient de démissionner de la présidence de la région Auvergne-Rhône-Alpes et a pris les rênes de son camp en se propulsant, en juillet, à la tête des députés de la Droite républicaine. « C’est la treizième ascension que nous faisons ensemble et pour autant, elle sonne comme une première, la première pierre pour reconstruire la droite », a-t-il résumé.

Le brouillard, dimanche, était surtout politique pour Laurent Wauquiez, confronté à une équation à de multiples inconnues. Parce que le choix d’Emmanuel Macron pour Matignon se fait toujours attendre. Et parce que l’avenir du parti Les Républicains est tout aussi brumeux, son président, Eric Ciotti, s’accrochant à son siège malgré le rejet par la quasi-totalité des cadres et élus LR de son alliance avec le Rassemblement national.

Barrage. Reçu par Emmanuel Macron vendredi, Laurent Wauquiez a réaffirmé au chef de l’Etat le refus de la droite de participer à toute coalition gouvernementale. Il a aussi confirmé que la présence de La France insoumise au gouvernement serait synonyme de motion de censure. « Nous ferons barrage à La France insoumise », a-t-il martelé dimanche, en qualifiant LFI de « plus grand danger politique pour notre pays ».

« La responsabilité de Jean-Luc Mélenchon est immense dans la banalisation de l’antisémitisme », a-t-il accusé en évoquant l’attaque contre la synagogue de la Grande-

« Engageons-nous, portons nos valeurs. C’est comme cela que je veux que nous portions le visage de la droite demain »

Motte. Et de lancer un appel à la gauche « respectable », « celle de Mendès France » : « La droite républicaine qui est ici a assumé ses responsabilités quand il le fallait » en refusant l’alliance avec le RN. « J’attends toujours des paroles fortes à gauche pour renier enfin l’alliance avec La France insoumise ».

S’il s’est moqué de la candidate du Nouveau Front populaire à Matignon, Lucie Castets, qui « a pour seul titre de gloire d’avoir ruiné la ville de Paris », Laurent Wauquiez n’a pas précisé si son opposition à LFI valait censure d’un gouvernement NFP qui ne comprendrait pas de ministres insoumis.



Laurent Wauquiez, le député LR de la Haute-Loire, au Mont Mézenc en septembre 2023.

Dans son entourage, on balaie la question : « On ne va pas participer au jeu de ping-pong entre l’exécutif et Jean-Luc Mélenchon ». Pour les parlementaires présents, la réponse ne fait pourtant guère de doute. « Si c’est pour appliquer le programme de La France insoumise sans La France insoumise, c’est pareil », affirme le député DR Michel Herbillon.

Méritocratie. « Ne sifflez pas ! » a pourtant intimé Laurent Wauquiez quand des huées sont montées de la petite assistance à l’évocation de LFI. « Ne sifflons pas. Engageons-nous, portons nos valeurs [...] C’est comme cela que je veux que nous portions le visage de la droite demain ». Car Laurent Wauquiez, émergeant de cinq années de traversée du désert, a changé et veut que ça s’entende.

Dimanche, il a ainsi délaissé le thème de la sécurité et de l’immigration, ces classiques de la droite, pour leur préférer celui du travail et de la méritocratie. « Celui qui travaille n’est pas reconnu dans notre pays », a déploré le pourfendeur de l’assistanat, qui veut « détaxer le travail ». Pour autant, « je ne veux pas démanteler notre système social, a-

t-il assuré. Ce que je demande, c’est que cet argent de la solidarité aille à ceux qui en ont vraiment besoin ».

Depuis son arrivée à la tête des députés de la Droite républicaine, celui qui était jusque-là réputé pour la brutalité de son management multiplie par ailleurs les attentions à

« Que chacun aujourd’hui ait tenu à être présent, c’est un symbole pour moi très fort de notre esprit d’équipe »

l’égard des élus de son camp. « Il y a un effort humain... Il est même sympa », s’étonne une élue qui ne figurait pas parmi ses fans.

Jeudi dernier, le député de Haute-Loire a pris soin de réunir les parlementaires en visioconférence pour les consulter avant son entretien avec Emmanuel Macron. « Ce qu’il a fait à la tête du groupe est remarquable, sur la forme et sur le fond », juge Othman Nasrou,

conseiller régional (LR) d’Ile-de-France. Pour Michel Herbillon, « c’est un sans-faute. C’est un chef et on a besoin d’un chef ».

Cocktail. Dimanche, Laurent Wauquiez a multiplié les sourires et les selfies. « Que chacun aujourd’hui ait tenu à être présent, c’est un symbole pour moi très fort de notre esprit d’équipe », s’est-il félicité, soucieux d’afficher l’unité retrouvée de son camp. La veille au soir, il avait convié les élus déjà présents au Puy-en-Velay à un cocktail chez lui. Une trentaine ont répondu à l’invitation. « Il faut tout refonder, du sol au plafond », leur a-t-il dit.

Pour cela, il va d’abord falloir régler la question du parti, toujours au cœur d’un imbroglio juridique avec son président, Eric Ciotti. « Il y a l’espoir que la tension de l’été retombe et qu’Eric Ciotti comprenne que ce n’est pas son intérêt de se bunkériser », confie un proche du Ponot. Dans le cas contraire, Laurent Wauquiez devra choisir entre poursuivre un combat juridique qui pourrait être interminable, ou fonder un nouveau parti.

Christine Ollivier
@Chr_Ollivier

JE VOIS

J'ENTENDS

JE SENS

JE SAVOURE

JE RESSENS

L'IMMENSITÉ ENNEIGÉE DU GROENLAND

LE MUSER GUIDER SES CHIENS

LES NOTES SALÉES DE LA BANQUISE CÔTIÈRE

LA MAGIE INTEMPORELLE DE L'ARCTIQUE

LE FRISSON DES PREMIERS EXPLORATEURS

LA DESTINATION, C'EST VOUS





BAIE DE DISKO INSOUÇONNÉE - 15 NUITS - EXPLOREZ SUR PONANT.COM

Contactez votre agent de voyage ou appelez le 04 91 16 16 27.

Document non contractuel. Droits réservés. ©StudioPONANT-Olivier Blaud/©PONANT-Julien Fabro.IMO13120040.

Think again Le salut de la nation impose de priver NFP et RN du pouvoir

La chronique
de Eric
Le Boucher



Comme on s’y attendait, les parlementaires n’ont pas parlementé. La France les attendait, espérant, on l’a vu avec les Jeux olympiques, trouver enfin une voie qui lui redonne une union, un avenir, une fierté. Les partis se sont montrés tels qu’ils sont, petits enfermés dans les calculs électoraux, ou emphatiques, ivres d’une imaginaire foi révolutionnaire.

La France a besoin d’ingénieurs qui la reconstruisent, elle trouve des garde-meubles et des prêtres. Tout espoir d’accord entre les partis était vain, la démonstration a été faite cet été, une fois de plus. En 2024, à nouveau, le régime parlementaire s’est perdu « dans l’impuissance et la confusion » (comme disait Charles de Gaulle).

Populismes. Et bien soit ! C’est pour cela que la V^e République a été faite, elle donne la stabilité au Président, à lui de s’en servir. On entend d’avance les cris contre « le pouvoir personnel » ou autre « Macron qui n’écoute pas le peuple ». Qu’il s’en garde, d’écouter la foule comme de lire les réseaux sociaux et la presse ! Le problème politique français se résume aujourd’hui simplement : les populismes d’extrême droite et d’extrême gauche ont investi la France et la Chambre.

Le RN et le NFP ont recueilli 61% des voix au premier tour des élections législatives (33% + 28%) et ils disposent de 335 députés (142 + 193). Ils proposent tous les deux des solutions démagogiques qui conduiront le pays à sa ruine économique, mais aussi philosophique. La prospérité des Français et le salut de la nation imposent de les priver du pouvoir.

Ruine économique parce que, contrairement à la rengaine populiste, la France ne va pas mal. Les réformes conduites depuis dix ans ont donné à ses entreprises un élan inédit. Il y a aujourd’hui du travail en France. C’est maintenant au tour de l’État trop lourd d’être réformé. Mais sur ce sujet, l’extrême droite n’a rien à dire. Marine Le Pen a compris de son échec au deuxième tour des législatives qu’elle n’avait ni programme ni équipage. Elle est entrée dans une terrible introspection.

En attendant de comprendre qu’elle ne peut pas gagner seule, elle se tait. L’extrême gauche, bruyante pour deux, crânant qu’elle a

« De l’abandon de la réforme des retraites viendrait tout une série de retours en arrière dont l’aboutissement est certain : un chômage de masse et un pouvoir d’achat qu’on ne peut maintenir que par le déficit et la dette, sans compter une nouvelle chappe d’impôts »

gagné contre la vérité, campe sur la politique du « plus de moyens », sans avoir vu que c’est cette politique bêtement syndicale qui cause le mal des services publics.

Quant à la ruine philosophique, elle saute aux yeux pour l’extrême droite xénophobe et pour l’extrême gauche devenue antisémite. Mais je veux parler ici d’autres valeurs qui ont fait la France : le travail et l’égalité. RN et NFP ont en commun cette mesure phare à leur programme : revenir sur la retraite à 64 ans. L’abandon de la réforme des retraites barre

l’horizon national. Ce serait la décision la plus catastrophique qui soit pour la France, non seulement parce qu’elle grèverait ses finances déjà alarmantes, mais surtout parce qu’elle renouerait avec le faux discours qui plombe l’esprit public depuis trente ans et qui affirme qu’on peut travailler moins et gagner plus.

De ce renoncement viendrait tout une série de retours en arrière dont l’aboutissement est certain : un chômage de masse et un pouvoir d’achat qu’on ne peut maintenir que par le déficit et la dette, sans compter une nouvelle chappe d’impôts, qui au début promet de ne frapper que les multinationales et les « ultra-riches », mais qui, sous la force du besoin, s’étendra vite vers le bas. L’élan dont le pays bénéficie serait brisé.

La foule peut vouloir partir tôt en retraite, cela se comprend. Elle préfère les loisirs. Mais le RN et le NFP qui, s’ils s’unissent sur cette mesure, pourraient la faire voter, doivent le dire nettement : les Français seront plus pauvres. La bonne solution est de rétablir en France du « bon » travail, celui qui donne justement du pain, une carrière, de la fierté.

Transformation. C’est à cette longue transformation qu’appellent les partis non populistes, le centre, la droite républicaine et les sociaux-démocrates. Revoir l’éducation, ramener des usines, réhabiliter le travail manuel, inventer une robotisation favorable aux salariés : le chemin n’est pas facile mais c’est le seul digne et juste.

La justice sociale et les inégalités sont le deuxième exemple du fourvoiement des populistes, surtout de l’extrême gauche. Constatant que la hausse de la Bourse a fait

« Les démagogues avancent la solution magique : taxer les riches et redistribuer. C’est ignorer les causes profondes, sociologiques et technologiques, du creusement des inégalités. Le système d’aides est devenu si complexe en France qu’il fonctionne très mal »

exploser les plus grandes fortunes mondiales et que les délocalisations ont fait pression sur les salaires, les démagogues avancent la solution magique : taxer les riches et redistribuer.

Comme sur le travail, c’est se tromper sur l’aspiration profonde des gens que de penser qu’ils ne se sentent pas déshonorés à être subventionnés. C’est surtout ignorer les causes profondes, sociologiques et technologiques, du creusement des inégalités et s’interdire d’y répondre vraiment. Le système d’aides est devenu si gros et si complexe en France qu’il fonctionne très mal. Les effets de seuils sont tels qu’une hausse du smic ferait plus de mal que de bien. Les Français les plus dans le besoin ont changé (les immigrés et les femmes seules), c’est pour eux qu’il faut réformer l’Etat providence. Plus largement, un capitalisme plus favorable à tous est la bonne solution et elle est en gestation, lente, en Europe. Mais le NFP est coi sur ce sujet des origines réelles des inégalités. Il n’a pas travaillé, contrairement au Labour britannique, qui propose des solutions proches de celles de Joe Biden aux Etats-Unis et d’Emmanuel Macron en France.

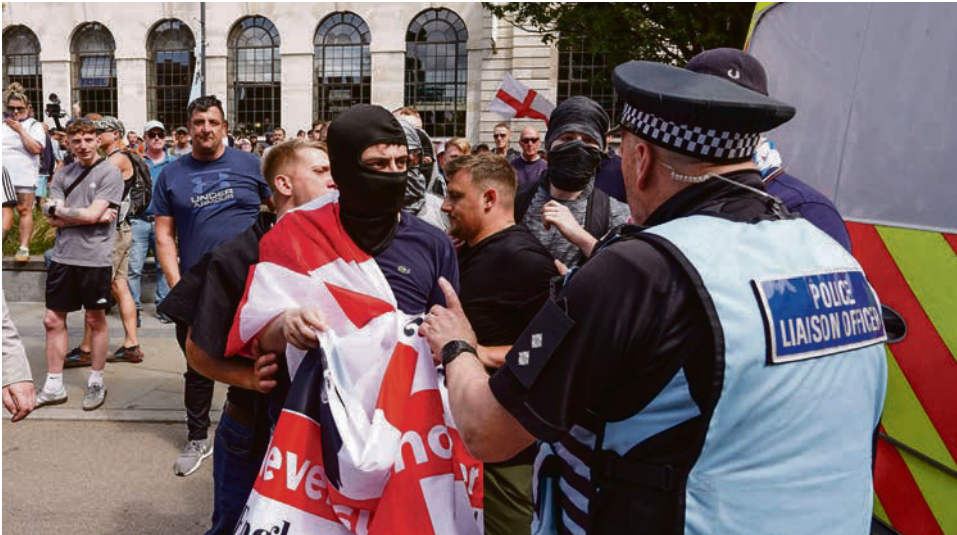
Les deux problèmes politiques du président de la République sont cette majorité populiste à l’Assemblée et, plus encore, le discours démagogique qui occupe tout l’espace des forums. Les résoudre demande de faire basculer quelques socialistes dans le camp de la social-démocratie, ce qui n’est pas impossible. Mais ce sera insuffisant tant que la nostalgie du monde d’avant, le déclinisme, le pessimisme, dominant le débat public et l’enflamment avec les peurs et les pleurs.

Kamala Harris a vu très juste en disant que Donald Trump regardait en arrière (« America Great Again ») et elle en avant (« Forward »). Elle a profondément raison : le populisme est un défaitisme. A vouloir rétablir un passé mythifié, il trompe et ne peut qu’échouer. Emmanuel Macron doit dire la même chose, expliquer inlassablement qu’il songe à l’avenir de la France et qu’il ne la livrera pas à la démagogie. Il doit, dans la guerre, tenir bon. Qu’importe les hurlements, le discours de responsabilité présidentielle finira par convaincre les Français.

@EricLeBoucher X
JEAN-FRANÇOIS PAGA

Colères

« Les mêmes ressorts d’un bout à l’autre de l’Europe »



SIPA PRESS

Des manifestants anti-islam à Leeds, au Royaume-Uni, le 3 août.

EPISODE 2/4

Elles sont le fil rouge de l’Histoire de France, **le creuset des populismes européens**, un défi pour les réformistes comme pour les tenants de la radicalité politique.

Charles Sapin

S’IL FALLAIT, entre tous les peuples européens, démontrer une cohérence, il est un critère que même les plus eurosceptiques des forces politiques n’oseraient contester : la similitude de leur colère. Qu’importe les frontières, quelles que soient les histoires nationales particulières ou la singularité des pouvoirs en place, de même ressorts ont réveillé ces dernières années les courroux hollandais, allemands, français, italiens, suédois, portugais...

Avec des conséquences le plus souvent identiques : une percée inédite des forces nationalistes dans les urnes. Voire, dans certains pays du Vieux Continent, une accession de ces dernières au pouvoir. Une réalité qui a conduit les nationalistes, toutes tendances confondues, à remporter près de 30 % des sièges du Parlement européen en juin dernier. Une vague sans aucun précédent.

Colères contre l’immigration, contre l’écologie dite « punitive », contre les revendications sociétales et identitaires radicales, nourrissent d’un bout à l’autre du continent un même clivage, ô combien plus explosif que ceux qui l’ont précédé. Opposant, d’une part, une large part des sociétés européennes se sentant dépositaire d’un « mode de vie » hérité de leurs grand-parents, leurs parents et qui aimeraient le transmettre à leurs enfants. Et, de l’autre, ceux qui revendiquent le faire disparaître parce que jugé « xénophobe », antiécologique, « patriarcal », ou « transphobe »...

S’il est autant vecteur de colères, c’est que ce clivage ne se joue plus sur des bases majoritairement sociales, comme il y a vingt ans, mais identitaires. Avec pour effet démultiplicateur, le sentiment paradoxal chez les défenseurs du « mode de vie » d’être à la fois majoritaires mais les derniers à être entendus et considérés.

Fermeté. Les récentes émeutes en Grande Bretagne - dont le meurtre de trois fillettes par un jeune homme d’origine rwandaise a été le tragique déclencheur - ont donné à voir l’un des principaux ressorts de cette colère commune d’un bout à l’autre du continent : la faille des partis traditionnels à apporter une réponse pérenne à la question de l’immigration.

Que ce soit par un contrôle des flux ou une meilleure intégration. Le Royaume uni a battu tous les records d’immigration ces dernières années, avec un solde migratoire cumulé d’1,2 million de personnes en 2022. On estime que 20 % de la population de l’Angleterre est aujourd’hui née à l’étranger. Six points de plus qu’aux Etats-Unis. Sans que jamais la population britannique n’ait été questionnée sur ce choix politique. Sinon indirectement, lors du référendum de 2016 sur le Brexit. Dont les partisans répétaient l’évocation slogan : Take back control. Visiblement en vain... Or le souci avec la colère, quand elle n’est pas écoutée, est qu’elle devient rage.

Précisément ce que la Suède, jadis temple de la social-démocratie, tente aujourd’hui d’éviter. Le pays

qui connaît une situation préoccupante sur le plan sécuritaire a adopté vingt ans durant les règles migratoires parmi les plus libérales d’Europe. Tout en bannissant du débat public et des institutions tout discours critique envers l’immigration. Et ce, bien qu’elle soit devenu le principal sujet de préoccupation des Suédois.

Le résultat ne s’est pas fait attendre : l’envol de la force nationaliste des Démocrates de Suède, passée de moins de 2 % dans les urnes en 2002 à 22 % lors des dernières législatives en 2023. Devenue première force de la majorité au pouvoir, la force nationaliste assiste étonnement à la conversion de la quasi totalité de l’échiquier politique aux discours de fermeté vis-à-vis de l’immigration... Le vieux parti social-démocrate suédois en tête. Imitant en cela son homologue danois qui, bien que de gauche, est parvenu à marginaliser sous la barre des 5 % les forces nationalistes de son pays, en faisant sienne une politique migratoire parmi les plus restrictives d’Europe.

Faire la sourde oreille peut coûter cher, pas seulement en matière d’immigration. Les différents gouvernements comme les syndicats agricoles allemands, français et espagnols ont quelque peu été surpris durant l’hiver dernier. En voyant se former sur les routes, d’un coup d’un seul, des dizaines de kilomètres de cortèges de tracteurs mécontents. Se frayant parfois un chemin jusqu’au cœur des capitales, pour manifester contre le prix du gasoil, la concurrence déloyale, aussi et surtout contre les normes environnementales nouvelles du Pacte vert européen...

Azote. Un mode d’expression de la colère, directement issu des Pays-Bas. En 2019, une directive environnementale contre les émissions d’azote a conduit à la fermeture dans le pays, presque du jour au lendemain, de 3 000 exploitations agricoles. Le déclencheur d’un soulèvement sans précédent de toute la ruralité. Jusqu’à muter en véritable parti politique, le mouvement « agricole citoyen », le BBB, qui viendra à coaguler toutes les colères contre le gouvernement et à arriver en tête dans chacune des 12 provinces du pays, celle d’Amsterdam compris, lors des élections locales de 2023... Avant de finalement profiter, lors des législatives suivantes, au populiste du PVV, Geert Wilders, comme lors des européennes, respectivement au RN en France et à l’AFD en Allemagne.

Au Portugal, le mouvement nationaliste Chega a vu ses scores multipliés par dix en trois ans, jusqu’à devenir la troisième force du pays. Interrogé sur l’élément déclencheur de ce « boum » électoral, le vice-président du parti, Pedro Frazão, pointe curieusement un événement particulier, au lendemain duquel son parti n’a cessé de crouler sous les adhésions : la sélection d’une personne transgenre pour défendre les couleurs du Portugal au concours de Miss univers... Un choix vécu comme la provocation de trop, par tout un pan d’un électorat, souvent âgé et plutôt aisé, habitué jusque-là à voter pour des partis traditionnels. Mais que les grandes transformations sociétales en cours, qu’il ne comprend pas et sur lesquelles il n’a jamais été invité à s’exprimer, ont fini par radicaliser. Regardée à cette aune, il ne serait pas étonnant de découvrir que la cérémonie d’inauguration des Jeux olympiques de Paris a davantage fracturé que réconcilié.

Charles Sapin, reporter au *Point*, a publié *Les Moissons de la colère*, Editions du Cerf, en mars 2024. Il est également coauteur de *Macron-Le Pen, le tango des fossoyeurs* avec François-Xavier Bourmaud, journaliste à l’Opinion, aux éditions Archipel.

Retrouvez toutes nos chroniques
sur lopinion.fr

Les banques centrales sont guettées par les investisseurs et la Bourse, qui mise sur un rapide assouplissement des taux directeurs

Gare à « l’effet septembre » sur les marchés

C’est la rentrée

« Le temps est venu pour un **ajustement de politique** » **monétaire**, a déclaré Jerome Powell, le président de la Fed, à Jackson Hole le vendredi 23 août. Souvent frappé par la fragilité des actions, le mois de septembre marquera l’ouverture du cycle de baisse des taux américains.

Muriel Motte

DU 4 SEPTEMBRE pour le Canada au 26 septembre pour la Suisse, six grandes banques centrales vont rythmer la rentrée économique et financière. Avec doigté. Le relèvement de ses taux directeurs par la Banque du Japon, le 31 juillet dernier, avait provoqué une tempête, qui a contribué au minikrach mondial du lundi 5 août. Face à l’hyper-réactivité des marchés, la prudence devrait être de mise à la Bank of Japan (BOJ) le 20 septembre. Les autres ont fait le chemin inverse et entamé l’assouplissement de leur politique monétaire il y a quelques semaines ou quelques mois, à l’exception de la Fed américaine.

Ce sera bientôt chose faite. Dans le sillage des banques centrales suisse, européenne, canadienne et de la Banque d’Angleterre, Washington va rapidement réduire ses taux directeurs. Jerome Powell, qui s’exprimait, le 23 août, comme tous les ans, au symposium des

« *Jerome Powell a marqué un changement de cap spectaculaire en disant que la Fed fera tout ce qu’elle peut pour soutenir le marché du travail* »

banquiers centraux de Jackson Hole, estime que « le temps est venu pour un ajustement de politique » monétaire. « La direction est claire », a affirmé le président de la banque centrale, précisant que sa « confiance a augmenté quant au fait que l’inflation est sur un sentier durable de retour à 2% ». Surtout, « Jerome Powell a marqué un spectaculaire changement de cap en indiquant que la Fed fera tout ce qu’elle peut pour soutenir le marché du travail, souligne Bastien Drut, responsable des études économiques chez CPR AM. C’est une phrase forte qui marque le passage de la focalisation sur l’inflation à la focalisation sur le marché du travail ». Immédiatement, les investisseurs se sont mis au diapason : hausse de la Bourse, baisse du dollar et des rendements obligataires dans la foulée du discours.

Les banques centrales parties un peu en avance vont-elles poursuivre sur leur lancée le mois prochain ? Oui pour la BCE, c’est ce qu’a laissé entendre le président de la Banque du Portugal, Mario Centeno. La décision de septembre « est facile », a-t-il déclaré à Jackson Hole. Le consensus des marchés table sur une baisse de 25 points de base. Pour la suite, la banque de Francfort va réactualiser ses prévisions en matière de croissance et d’inflation dans un peu plus de deux semaines, ce qui donnera des indications pour les mois suivants. « Nous ne regardons pas les niveaux des données, nous examinons les tendances des données », a précisé Mario Centeno, pour qui la zone euro ne croît plus. Les investisseurs anticipent trois baisses des taux d’ici à la fin de l’année, et vivraient mal une déception dans ce domaine.

Gare à la nervosité des investisseurs dans les prochaines semaines, septembre est considéré comme un mois de fragilité pour les actions. L’économiste de Mirabaud, John Plassard, met en avant cet « effet septembre », qui s’observe sur les actions américaines mais pas seulement. En résumé, si août et octobre sont souvent associés au mois des krachs, septembre apparaît en moyenne sur longue période comme l’un des - voire le plus mauvais - mois de l’année en matière de performance des actions.

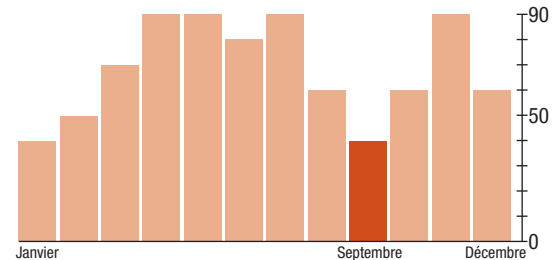
Palme. A Wall Street, qui a le mérite de pouvoir être analysé sur longue période, les deux dernières semaines de septembre sont les plus mauvaises de l’année depuis 1950, souligne John Plassard. Plus près de nous, au cours des dix dernières années, l’indice Nasdaq a terminé septembre en hausse dans 20% des cas seulement. Pour le S&P 500, ce mois de rentrée partage la palme de la médiocrité avec janvier (40% de cas de hausse). Les débuts d’année, civile ou scolaire, dépriment apparemment les marchés.

Plus sérieusement, « des analystes considèrent que l’effet négatif sur les marchés est imputable à un biais comportemental saisonnier, les investisseurs modifiant leurs portefeuilles à la fin de l’été pour “encaisser” les performances passées », souligne John Plassard. Une autre raison pourrait être que la plupart des fonds communs de placement (mutual funds) touchent leurs avoirs afin de récupérer des pertes fiscales. Or ils clôturent leur exercice fiscal en septembre, poursuit-il. De manière générale, les mois d’été sont caractérisés par de faibles volumes de transactions. La rentrée réveille le business, et les pressions vendeuses en cas d’inquiétudes ou de contrariétés.

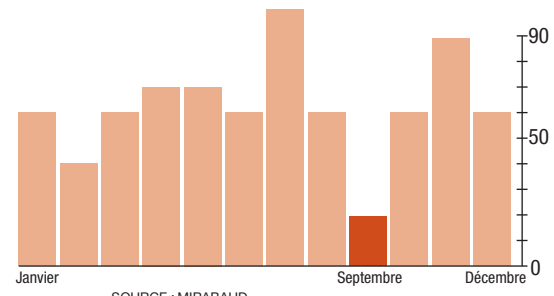
Une alerte a eu lieu début août, doublée d’un pic de volatilité démesuré. Cela a rappelé à tous les gérants que les actions ne sont pas bon marché en Europe, et encore moins aux Etats-Unis. Si le « minikrach » a été rapidement surmonté, le stress peut resurgir à tout moment. D’autant que « lors des années d’élections présidentielles [américaines], le niveau moyen de volatilité du marché a été le plus élevé au cours des trois mois précédant le jour du vote », constate l’expert de Mirabaud. La rentrée réserve sans doute quelques surprises.

@murielmotte

Septembre n’est pas un mois béni à Wall Street
% de mois au cours duquel l’indice S&P 500 a terminé plus haut qu’il n’avait débuté (de 2014 à 2023)



% de mois au cours duquel l’indice Nasdaq a terminé plus haut qu’il n’avait débuté (de 2014 à 2023)



SOURCE : MIRABAUD

Réaction. Synagogue de la Grande-Motte : sécurité renforcée autour des lieux de culte juifs

CONDAMNATION de l’acte criminel et surveillance accrue aux abords des lieux de culte juifs : telle était dimanche la réaction gouvernementale après l’interpellation de l’homme soupçonné d’avoir voulu incendier et provoquer une explosion à l’entrée de la synagogue de la Grande-Motte (Hérault) ce samedi. Un policier municipal, blessé lors de l’intervention, est depuis sorti de l’hôpital.

De nationalité algérienne, le suspect de 33 ans, connu de la police pour usage de stupéfiants, n’avait pas été repéré par les services de renseignement. Il a été interpellé à Nîmes dans la soirée de samedi par le Raid. Deux

personnes de son entourage ont également été placées en garde à vue bien que les enquêteurs pensent que le suspect a agi seul.

Philippe Meyer, membre du bureau exécutif du Conseil représentatif des institutions juives de France (Crif), a jugé dimanche sur BFMTV que « cet attentat intervient dans une séquence de frénésie d’actes antisémites depuis le 7 octobre, qui ne cesse de s’aggraver », rappelant la tentative d’incendie de la synagogue de Rouen en mai. Cette attaque à la Grande-Motte est « signée par la haine antisioniste, par la haine d’Israël », a-t-il déclaré, ajoutant que « l’antisionisme, c’est de l’antisémitisme ».

La ligne anti-immigration du parti est vue comme une menace pour la région, déjà dépendante de la main-d’œuvre étrangère

En Saxe, des patrons montent au créneau contre l’AfD

Attractivité

Des scrutins régionaux auront lieu le 1^{er} septembre en Saxe et en Thuringe, deux Länder de l’est de l’Allemagne où le parti d’extrême droite AfD est attendu autour de 30% des voix. Au regard des difficultés de recrutement dans ces territoires vieillissants, une série d’acteurs économiques mettent en garde contre un vote populiste.

Luc André (reportage à Chemnitz)

GEROLD MÜNSTER attend ces jours-ci l’arrivée de deux apprentis vietnamiens. Le dirigeant du groupe de recyclage Becker a décidé de prendre les devants en recrutant des jeunes à l’étranger. Sur les 750 salariés de son entreprise installée à Chemnitz, dans l’est de l’Allemagne, un tiers va partir en retraite dans les dix prochaines années et le marché local de l’emploi n’offre pas de marge de manœuvre sur les métiers en tension, comme chauffeur de poids lourds. « Nous pensons que le cadre est favorable, nous devons tester nos propres capacités d’intégration », souligne le quinquagénaire à l’imposante stature.

Sa situation illustre, à petite échelle, la tendance en Saxe, locomotive industrielle de l’ex-RDA, frappée par un vieillissement de sa population. A une autre échelle, le géant taïwanais des microprocesseurs TSMC compte faire venir des milliers de travailleurs étrangers pour faire tourner son futur site de Dresde, dont la première pierre a été posée en présence du chancelier Olaf Scholz et de la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, la semaine dernière.

Prospérité. D’ores et déjà, les compétences importées garantissent la prospérité de la Saxe. Selon une étude de l’institut de recherche économique IW, le PIB de la région serait inférieur de 5,8 points, soit 8 milliards d’euros, sans la main-d’œuvre étrangère. « Chaque année il y a moins de Saxons sur le marché du travail. L’essor est à mettre uniquement sur le compte de travailleurs étrangers », précise Knut Bergmann de l’institut IW.

Dans ces conditions, un certain nombre de chefs d’entreprise locaux s’inquiètent ouvertement des succès persistants du parti d’extrême droite AfD sur ce territoire. La formation anti-immigration et anti-islam, annoncée autour de 30% pour les élections régionales du 1^{er} septembre, au coude-à-coude avec les chrétiens-démocrates du ministre-président Michael Kretschmer (CDU), devrait encore progresser dans son principal bastion. Des patrons montent également au créneau dans la région voisine de Thuringe, appelée aux urnes le même jour et confrontée à une extrême droite dans les mêmes eaux, dans le sillage du chef du géant de l’optique Jenoptik Stefan Traeger.

« Le vote AfD est un véritable handicap en termes d’image », déplore Robert Czajkowski, porte-parole de l’association Les entreprises pour une Saxe ouverte sur le monde. Gerold Münster reconnaît être hésitant encore à faire venir des travailleurs de Namibie, où il a mené des discussions cette année : « Beaucoup de personnes souhaitent venir en Allemagne mais n’ont aucune idée de ce qui les attend. Je leur dis qu’elles doivent compter avec des réactions de rejet au sein de la population ».

Le vote AfD est encore plus marqué en zones rurales, une difficulté supplémentaire pour Marco Rutzke. Sa petite entreprise de services informatiques NetTask est implantée au vert, à une quinzaine de kilomètres de Chemnitz, et compte 30% à 40% de salariés étrangers, notamment plusieurs Syriens. « Tout le monde ne peut pas vivre en ville. Il est important que les gens se sentent les bienvenus aussi à la campagne. Personne n’a envie de lire sur les affiches de l’AfD, après avoir appris suffisamment d’allemand, que les gens se sentent en insécurité à cause des étrangers », expose le quadragénaire, qui a commencé à recruter son premier collaborateur syrien en 2015.

Il renvoie à la future usine de TSMC, qui induit la construction de milliers de logements dans les environs de Dresde, faute de place dans la capitale régionale. Si la tolérance n’est pas au rendez-vous, « le conglomérat regardera de près s’il poursuit ou réduit son engagement », estime-t-il.

Les alternatives à l’immigration prônées par l’AfD ne convainquent pas les experts. La reconversion des actuels chômeurs paraît aus-



SIPA PRESS

Une usine de voitures électriques Volkswagen en Allemagne.

si illusoire qu’insuffisante. La politique nataliste mise en avant, flanquée d’allocations de 750 à 1 500 euros par mois pour les mères d’enfants en bas âge, ne répond pas à l’urgence. Les craintes des patrons ne se limitent d’ailleurs pas à la seule politique migratoire.

D’autres propositions, en contradiction avec l’objectif affiché d’activation de la main-d’œuvre locale, risquent d’aggraver les problèmes de recrutement. « Service militaire de deux ans, retraite à 63 ans, les femmes qui doivent retourner aux fourneaux, l’arrêt du développement des crèches, ce sont des mesures qui vont priver le marché de l’emploi d’une main-d’œuvre désespérément recherchée », remarque Robert Czajkowski, longtemps à la tête du producteur de machines pour l’industrie textile Terrot.

Marco Rutzke pointe, de son côté, des errements en matière de politique énergétique. Hostile aux renouvelables, l’AfD veut rétablir le nucléaire, abandonné en 2023 outre-Rhin.

« *Si l’Allemagne était sortie de l’UE en 2016, on aurait un PIB inférieur de 5,6% à celui que nous connaissons. Les pertes se chiffraient aussi à 2,5 millions d’emplois* »

Un cadre local a suggéré l’implantation de réacteurs dans le bassin charbonnier saxon, qui doit arrêter sa production à l’horizon 2038. « L’énergie nucléaire a des atouts, mais elle n’a pas été renouvelée depuis quarante ans. On a des nouvelles technologies solaire, éolienne, les stockages hydrauliques. L’Allemagne arrive à produire en été plus que ses besoins avec le solaire. Nous ne sommes plus leader sur l’automobile, mais pouvons le devenir sur le développement durable », observe l’informaticien.

Impact. L’institut IW s’est aussi penché sur les conséquences d’une sortie de l’UE, idée officiellement abandonnée par le parti mais qui imprègne encore sa ligne. « Si l’Allemagne était sortie de l’UE en 2016, on aurait un PIB inférieur de 5,6% à celui que nous connaissons. Les pertes se chiffraient aussi à 2,5 millions d’emplois. Elles représenteraient l’équivalent de l’impact réuni de la crise sanitaire et de la crise énergétique depuis l’offensive russe en Ukraine en 2022. Juste pour la Saxe, le PIB serait inférieur chaque année de 8,6 points soit 11,3 milliards d’euros », explique Knut Bergmann.

Pour Marco Rutzke, le scénario catastrophe après le 1^{er} septembre serait une alliance entre l’AfD et le BSW. La formation lancée cette année par l’ex-icône de la gauche radicale Sarah Wagenknecht défend une ligne dure sur l’immigration et les questions de société. Avec un BSW entre 13% et 15% des intentions de vote, des sociaux-démocrates et des écologistes - participant actuellement à l’exécutif régional - frôlant le seuil de 5% des suffrages, cette éventualité n’est pas écartée. « Les entreprises réduiraient leurs investissements et on aurait un problème pour faire venir des gens de l’étranger, prédit-il. Peu importe comment tourne l’élection, on en sentira les conséquences seulement dans dix ans ».

Les cahiers de l'Opinion

LaREF 2024

Jeux de pouvoirs

La Rencontre des entrepreneurs de France, LaREF 2024, qui se tient à Longchamp les 26 et 27 septembre, a choisi cette année d'orienter ses débats autour du **thème du pouvoir**. Un thème qui résonne fort dans une France divisée, sans majorité politique, alors que le monde est en feu et que les tensions géopolitiques montent.

Carole Papazian

QUAND ON PENSE « POUVOIR », on pense souvent à... Machiavel. « Pour le philosophe florentin, l'objectif du pouvoir n'est pas d'être juste, de faire le bien ou de faire progresser l'humanité, mais de conserver le pouvoir. On maintient ainsi un certain ordre, le maintien de l'ordre est le premier souci du Prince », explique Thibaut de Saint Maurice dans le podcast « Philosophie » de France Inter. Une vision qui peut faire bondir. A chacun sa vision, sa quête du pouvoir et, de pouvoir, il a beaucoup été question cette année.

Les Français ont assisté à des luttes de pouvoir médiatique entre politiques pour attirer la lumière sur eux. Ils ont été consternés par certains échanges au sein de l'Assemblée nationale, lutte de pouvoir encore. La parenthèse enchantée des JO à Paris a été précédée de son lot de chantages salariaux, par ceux qui en avaient là encore le pouvoir... Tout le monde n'est pas cheminot à la SNCF ! Et, avant cela, les manifestations à l'issue des résultats des législatives ont été, elles aussi, le symptôme d'un rapport au pouvoir politique qui se tend.

Dans un monde où abus de pouvoir, pouvoir, contre-pouvoir semblent valser, les conférences de LaREF se donnent cette année pour objectif de réfléchir et débattre autour de thèmes aussi variés que la nouvelle carte géopolitique des pouvoirs, le pouvoir des marchés, le pouvoir vert, celui du consommateur et du producteur, la parité, le pouvoir des avancées scientifiques, les contre-pouvoirs... Les entreprises devront composer dans les mois qui viennent avec ce que certaines aimeraient parfois ne pas voir.

UN POUVOIR POLITIQUE CONTESTÉ ET EN PLEINE RECOMPOSITION

L'année 2024 est une année charnière, marquée à la fois par les conflits et des élections qui vont concerner près de la moitié de la population mondiale. « Une trentaine de pays vont désigner leur président, tandis que des élections parlementaires sont prévues dans une vingtaine d'entre eux. Ces scrutins vont se dérouler dans un contexte international troublé, avec le conflit russo-ukrainien, la guerre entre Israël et le Hamas, et un possible embrasement au Proche-Orient. Tous les regards se porteront vers les Etats-Unis à l'automne... Les cartes du pouvoir risquent d'être profondément rebattues », soulignent les équipes de LaREF.

Les liens et les alliances ne sont plus figés. « On est passé dans une multipolarité désordonnée où tout est une arme : l'énergie, les données, les infrastructures, les migrations », estimait en décembre dernier Josep Borrell, le chef de la diplomatie européenne. De son côté, la Coface alerte sur « les risques politiques et sociaux sur fond de montée des populismes de



SIPA PRESS

En ouverture de **LaRef 2023**, à l'hippodrome de ParisLongchamp, Emmanuel Macron s'était adressé aux patrons par un message vidéo.

l'Inde au Mexique, en passant par l'Autriche, la Tunisie, l'Indonésie ou le Salvador avec partout un sentiment d'hostilité grandissant vis-à-vis des pouvoirs en place, des troubles sociaux dans un contexte inflationniste et une fracture grandissante entre les blocs et une profonde remise en cause des modèles occidentaux ».

Les réseaux sociaux, instruments de pouvoir et outils de déstabilisation du pouvoir en place, véhiculent de plus en plus de fausses rumeurs, de fausses informations. Et l'IA va décupler les risques. Effort de formation, de traçabilité de l'information, d'éducation, le pouvoir politique et économique est devenu une cible pour des équipes de mieux en mieux organisées.

Les entreprises ne peuvent plus ignorer les enjeux géopolitiques. Dans un monde interconnecté et une économie mondialisée, la situation économique mondiale mais aussi géopolitique sont clés. Les nouvelles routes maritimes renché-

Pour les entreprises, confrontées à une croissance ralentie, augmenter les salaires est un des dossiers chauds de la rentrée

rissent le coût des transports et celui des produits importés. « Les entreprises doivent en analyser et en prévoir les risques pour leur activité. Le poids démographique, économique et politique des pays à haut revenu recule au profit de l'Asie et des pays émergents, changeant les rapports de force internationaux », souligne LaREF.

La lutte pour le pouvoir, on la retrouve partout. Les entreprises vont devoir s'habituer à évoluer dans un monde multipolaire, face à des pouvoirs localement interventionnistes. « Elles doivent aussi réduire les tensions sur les chaînes mondiales d'approvisionnement. Pour cela, il est essentiel que les entreprises intègrent les considérations géopolitiques dans leurs stratégies et surtout qu'elles en inventent de nouvelles », estime LaREF.

LE POUVOIR D'ACHAT, CHANTIER DE LA RENTRÉE

C'est l'un des thèmes qui a le plus mobilisé l'opinion lors des législatives et sera un des sujets majeurs de la rentrée. L'inflation a fragilisé une partie des Français et l'une des premières promesses du Nouveau Front populaire, au soir des résultats des législatives, a été de tout faire pour porter le smic à 1600 euros net. Pour les entreprises, confrontées à une croissance ralentie, augmenter les salaires est un des dossiers chauds de la rentrée. L'enjeu consiste à ne pas casser la création de valeur, et sans doute à mieux la partager entre actionnaires et salariés, tout comme entre salariés et dirigeants. Récemment, les 36,5 millions d'euros promis à Carlos Tavares, le directeur général de Stellantis, qui est le patron le mieux payé de France, ont fait des vagues.

FAIRE PLUS DE PLACE AUX FEMMES POUR UN AUTRE EXERCICE DU POUVOIR

Partager le pouvoir dans l'entreprise entre les hommes et les femmes reste un autre chantier. En France, les conseils d'administration des grandes entreprises sont composés à 43% par des femmes, c'est un progrès. « Mais on ne trouve encore que trois femmes à la tête d'une entre-

prise du CAC 40, Catherine MacGregor chez Engie, Christel Heydemann chez Orange et Estelle Brachlianoff chez Veolia », illustre LaREF. Et dans les sociétés non-cotées et les PME, leur place est bien plus réduite (autour de 25%). Quant aux créatrices de start-up, elles continuent à avoir plus de mal à lever des fonds que les hommes... En amont de son débat sur la parité, LaREF rappelle que « dans la sphère politique c'est pire encore. Deux femmes Premières ministres seulement dans toute l'histoire de la V^e République, 80% des villes dirigées par des hommes et un recul sensible du nombre de femmes députées lors des dernières législatives avec 36,1% de femmes seulement parmi les députés, soit une baisse de 2,7 points par rapport à 2017 ».

Pourtant, selon un rapport du McKinsey Global Institute, en prenant des mesures d'égalité hommes-femmes, le Canada pourrait ajouter 150 milliards de dollars à son PIB en 2026 (+ 0,6 %). Au niveau international, ce sont 12 000 milliards de dollars qui pourraient être ajoutés à la croissance mondiale. Selon l'ONU, qui se base sur des études dans la sphère publique dans différents pays, quand des femmes y participent, les décisions sont meilleures.

De même, « les entreprises ayant une représentation équilibrée des sexes au niveau du conseil d'administration surpassent leurs concurrentes en termes de performance financière, d'innovation et de prise de décision. Elles sont plus agiles, plus compétitives, plus attractives, pour les équipes et leur politique RSE est meilleure » souligne LaREF. Mêmes bénéfices positifs aux niveaux inférieurs grâce aux femmes managers. La parité est source de performance. Et sur ce chapitre, si la volonté est là, le pouvoir de décision se trouve bien dans l'entreprise !

Tribune

Télétravail: les managers ont-ils des « super-pouvoirs » ?



STUDIO CABELLI

Par Gilles Gateau, directeur général de l'Apec (Association pour l'emploi des cadres)

Jeux olympiques et paralympiques obligent, le mot d'ordre « télétravaillez ! » s'est imposé cet été dans bon nombre d'entreprises franciliennes, illustrant la nouvelle donne de l'organisation du travail : ce qui ne devait être que « conjoncturel » - en réponse à la crise sanitaire - est devenu « structurel ». 67% des cadres font du télétravail au moins un jour par semaine. Et, autre donnée qui a son importance : un cadre sur deux souhaiterait télétravailler davantage.

Tout retour en arrière vers les modes d'organisation d'hier est de toute évidence inimaginable. C'est encore plus vrai pour les jeunes générations de cadres, qui plébiscitent cette tendance à l'hybridation : être au travail, sans y être. Hors de question pour beaucoup de jeunes diplômés d'intégrer une entreprise qui n'offrirait pas la possibilité de travailler à distance mais, au-delà du seul télétravail, une entreprise qui ne garantirait pas à leurs yeux cette attente désormais « non négociable » : l'équilibre entre vie professionnelle et vie personnelle.

En parallèle, nous assistons à transformation puissante : l'intégration progressive de

l'intelligence artificielle. Quant à la transition écologique et les impacts du réchauffement climatique sur le travail, là aussi les transformations seront plus profondes qu'on ne le pense.

Nombreuses sont les évolutions et révolutions - on pourrait aussi parler vieillissement et démographie - qui impacteront le futur du travail. L'Apec a choisi d'ailleurs, sur l'instigation de sa Gouvernance paritaire, d'y consacrer une exposition immersive : « Travailler demain », qui tourne dans différents lieux.

Collectif. L'un des enjeux les plus fondamentaux, c'est celui du collectif, principe à la base de toute entreprise humaine et qui fait pourtant de plus en plus défaut dans une société où triomphe l'individualisme (même si des moments de grâce comme lors des JO montrent que cette dimension n'a pas disparu !). Les entreprises sont sans doute un lieu privilégié de maintien de ces liens humains collectifs : comment peuvent-elles s'adapter à cette nouvelle donne ?

Longtemps, la verticalité des entreprises a été un modèle, passant par le jupitarisme

du dirigeant (plus rarement de la dirigeante) et la parole aussi bien organisatrice que mobilisatrice de leurs comités de direction. Il n'y avait qu'à fixer, depuis le haut de la hiérarchie, les grandes orientations, et tout se mettait en place naturellement, grâce à la fameuse « technocratie » si chère à Galbraith. C'est de moins en moins vrai. Dans des entreprises de plus en plus « éclatées », s'y substitue une forme de décentralisation des pouvoirs dans laquelle l'échelon de proximité - le manager - est souvent le plus pertinent.

Dans des entreprises devenues plus « agiles », les managers sont au carrefour de tout. Il leur faut ainsi des « superpouvoirs » pour assumer les lourdes tâches qui leur incombent. Ces « superpouvoirs », rarement explicités dans les fiches de poste, sont devenus des compétences essentielles. Les managers ne peuvent les développer seuls ; les entreprises doivent veiller à développer et maintenir chez elles ces qualités nouvelles, sans quoi c'est toute l'organisation et sa performance qui seraient remises en question. Elles ont le pouvoir de le faire, et c'est sans doute un de leurs plus grands défis !

Italie : un patronat qui compte encore

Confindustria, l'association des patrons italiens, reflète le tissu productif local, avec ses excellences et ses problèmes de chiffre d'affaires. Elle attire moins les grands groupes que par le passé.

Francesco Maselli (à Rome)

LE MEDEF ITALIEN, Confindustria, traverse une période de perte d'influence dans le pays, une situation similaire à celle des corps intermédiaires transalpins. En 2024, la vie de l'association a été très concentrée sur l'élection du nouveau président, pour un mandat de quatre ans. Avec une bataille électorale très rude entre différentes visions et une rivalité profonde entre ses articulations territoriales. Le nouveau patron est Emanuele Orsini, un petit entrepreneur, directeur général de Sistem Costruzioni, une société active dans le secteur immobilier avec un chiffre d'affaires d'environ 60 millions d'euros.

Le choix n'est pas anodin. Depuis une dizaine d'années, les patrons italiens semblent privilégier pour les représenter des managers capables et très intégrés dans la vie associative plutôt que les grands patrons. Le dernier dirigeant d'une grande entreprise à la tête du Medef italien a été Giorgio Squinzi, de 2012 au 2016, président de Mapei, une société spécialisée dans les produits chimiques de construction affichant un chiffre d'affaires de 4,2 milliards d'euros...

« **Politique de la plainte** ». Orsini n'est pas seulement l'expression des PME. Il est aussi, comme ses prédécesseurs, plutôt loin de la grande industrie manufacturière, avec un profil à même de privilégier le dialogue entre les différentes âmes de l'association et de collaborer avec le gouvernement de Giorgia Meloni. Les jours où Confindustria misait sur un grand patron capable de challenger l'exécutif et de donner une vision de politique économique du pays sont loin désormais.

Orsini se retrouve à la tête d'une association qui a perdu aussi la capacité d'attirer les entreprises, surtout les grands groupes multinationaux qui, dans la dernière décennie, ont commencé à refuser de s'associer. L'abandon plus célèbre a été celui de la Fiat, en 2011. Mais l'idée qu'un syndicat des entreprises est un concept

Une partie de l'opinion publique critique la tendance de l'association à ne pas voir les limites de l'industrie italienne

dépassé est partagée par plusieurs patrons : EssilorLuxottica, géant des verres ophtalmiques, a claqué la porte en 2018, tout comme Amplifon, spécialisée dans l'appareillage auditif. Après tout, l'association des patrons reflète le tissu productif italien, avec ses excellences et ses problèmes de chiffre d'affaires...

Une partie de l'opinion publique critique la tendance de l'association à ne pas voir les limites de l'industrie italienne. Et de manquer d'esprit d'initiative : « La véritable limite dont fait preuve l'association est celle de s'être spécialisée au fil des ans dans la politique de la plainte, dont l'agenda se résume facilement en une formule concise : plus d'aides demandées aux politiques, plus de subventions demandées

aux gouvernements, plus de soutien demandé aux partis, plus d'incitations demandées aux entreprises, plus de réductions d'impôts demandées aux exécutifs », avait écrit le quotidien libéral Il Foglio dans la foulée de l'élection d'Emanuele Orsini, l'exhortant à donner une nouvelle impulsion à Confindustria.

Machine. Malgré les critiques, l'association reste une énorme machine qui représente plus de 150 000 entreprises, 216 organisations fédérées et environ 5,3 millions de travailleurs, sans compter le contrôle du Sole 24 Ore, principal quotidien économique du Pays, et de l'Université LUISS de Rome, dont Confindustria a été l'un des fondateurs et financeurs. De plus, l'Italie reste la troisième économie européenne grâce à ses exportations, un atout important que l'association défend à juste titre.

L'influence de Confindustria est peut-être en déclin, mais son poids reste non négligeable. L'association a une bonne relation avec le gouvernement de Giorgia Meloni, qui répète que son exécutif est proche des intérêts des entreprises, et le président Orsini n'a jamais fait mystère d'ap-

précier le travail de l'exécutif et de sa patronne, malgré quelques désaccords.

Confindustria a notamment critiqué la position de Meloni sur le « superbonus 110% », son choix de l'abolir et d'étaler les crédits fiscaux obtenus en 2024 sur dix ans, au lieu des cinq ans actuels : l'avantage fiscal sur les rénovations améliorant l'efficacité énergétique des bâtiments permettait de se voir rembourser l'intégralité du montant dépensé, avec en prime, un versement de 10%. Confindustria a été l'une des partisans les plus enthousiastes de la mesure, alors que, pour Meloni, cela représente un problème de taille pour les finances publiques.

@FrMaselli

A lire aussi sur l'opinion.fr :
« En Allemagne, le pouvoir entre écoute et maintien à distance d'un patronat mosaïque »



Moments forts

- Lundi à 14 h, **en ouverture**, Patrick Martin, président du Medef, suivi d'un échange entre Yaël Braun-Pivet, présidente de l'Assemblée nationale et Gérard Larcher, président du Sénat.

- Lundi à 16 h 20, **une conversation sur le vrai pouvoir des marchés**, réunissant notamment Jean-Jacques Barbéris, d'Amundi, Catherine Lubochinsky, du Cercle des Economistes et Laurent Mignon, de Wendel.

- Lundi à 17 h 30, **un débat sur les énergies vertes** avec Pierre-André de Chalendar, de l'Institut de l'Entreprise, Antoine Gosset-Grainville, d'AXA, Catherine MacGregor, d'Engie, et Jean-Pascal Tricoire, de Schneider Electric.

- Mardi à 11 h 30, **une conversation sur l'économie européenne**, avec Valérie Hayer, de Renew Europe, Fredrik Persson, de BusinessEurope, Fabrice Le Saché, du Medef.

- Mardi à 15 h, **un débat sur les contre-pouvoirs**, avec Cécile Duflot, d'Oxfam France, François Hommeril, de la Confédération CFE-CGC, Jacques Creyssel, de la FCD, Natacha Polony, journaliste, et Robin Rivaton, DG de Stonal, modéré par le rédacteur en chef de l'Opinion, Rémi Godeau.

- Mardi à 17 h 15, **l'engagement des patrons** sera le sujet de clôture, avec Pierre Coppey, de Vinci, Michel de Rosen, de Forvia, Hakim El Karoui, du club XXI^e siècle, Pierre Gattaz, de Radiall, Marianne Laigneau, d'Enedis, Blandine Mulliez, de la Fondation Entreprendre, et Philippe Varin.



Nous protégeons le progrès pour imaginer un avenir durable et serein

Un leader européen indépendant pour assurer vos intérêts, ça rassure !

En tant que leader européen, avec un centre de décision français, du courtage d'assurance, de réassurance et de la gestion des risques, nous sommes à vos côtés dans le monde entier.

Protéger les intérêts et la souveraineté économique des entreprises, c'est assurer votre capital humain, vos actifs et vos engagements en toutes circonstances.



SIPA PRESS

Emanuele Orsini, le patron des patrons italiens, incarne un profil qui privilégie le dialogue au sein de l'association et peut collaborer avec le gouvernement de Meloni.

diot-siaci.com

SACI SAINT-HONORE - Groupe DIOT-SACI - Société de Courtage d'Assurance et de Réassurance
Siège social : Saison - 35, rue Mathieu, 92085 Saint-Honore (FR) France - Tél. : +33 (0) 1 46 01 50 50 - Fax : +33 (0) 1 46 01 50 51
SAS - Capital : 100 000 000 € - RCS Paris 572 059 939 - APE 6622 Z - N° TVA : FR 54 572 059 939
N° ORIAS : 07 000 771 (DiotSiaci) - Sous Interlocuteur / Interlocuteur de l'ACPR - Régime de Réassurance : CS 28429 - 75520 Paris cedex 06 - France
Régime de Réassurance / Compagnie : SACI SAINT-HONORE - Services réclamations : 24, allée de l'Europe - 92057 Clouville cedex - France
DIOT - Groupe DIOT-SACI - Société de Courtage d'Assurance et de Réassurance
Siège social : Saison - 35, rue Mathieu, 92085 Saint-Honore (FR) France - Tél. : +33 (0) 1 46 01 50 50
SAS - Capital : 100 000 000 € - RCS Paris 572 059 939 - N° TVA : FR 54 572 059 939
N° ORIAS : 07 000 771 (DiotSiaci)

C'est le lancement des « groupes de besoins » en 6^e et 5^e pour les maths et le français qui va marquer cette édition 2024

Nicole Belloubet entend ne pas louper sa rentrée

Fin de la récré

La ministre de l'Education nationale doit tenir sa conférence de presse de rentrée ce mardi avant que les élèves ne retournent à l'école à partir du 2 septembre.

Marie-Amélie Lombard-Latune

« S'IL Y A DES "AFFAIRES COURANTES" à l'Education nationale, c'est bien la rentrée scolaire. Celle de septembre 2024 a été préparée par Nicole Belloubet. Elle la met donc en place », assure-t-on dans son entourage. En attendant que l'horizon politique s'éclaircisse, la ministre de l'Education nationale, nommée en février 2024, a prévu de tenir sa conférence de presse de rentrée, traditionnel temps fort pour la rue de Grenelle, ce mardi.

Gouvernement démissionnaire oblige, il n'y aura pas d'annonces majeures, pas de « choc des savoirs » qui avait permis à Gabriel Attal, son prédécesseur, d'imprimer sa marque. Pourtant, les sujets qui fâchent ne manquent pas et le monde enseignant, syndicats en tête, ne devrait pas se priver de dire, si l'interim se prolonge, qu'une ministre en sursis n'est pas la mieux placée pour donner le coup d'envoi de la rentrée.

La réforme du collège, et sa mesure phare des « groupes de besoins » (ex-groupes de niveau), entre en vigueur en 6^e et 5^e pour les maths

Le remplacement des absences de courte durée est l'un des objectifs principaux du « pacte enseignant »

et le français. Nicole Belloubet a dû assurer le service après-vente de cette réforme Attal qui prévoit de regrouper les élèves en fonction de leurs compétences. Désormais, c'est « la souplesse »

qui domine avec, dicit une circulaire du 27 juin 2024, « une alternance entre des temps d'enseignement en classe de référence et des temps d'enseignement en regroupement selon les besoins des élèves ».

Les groupes ne seront constitués que plusieurs semaines après la rentrée, le temps d'évaluer les collégiens. Et l'organisation est laissée à la main des équipes pédagogiques. Des marges de manœuvre qui étaient la condition sine qua non pour que la réforme passe, les enseignants dénonçant un manque de moyens et de dotation horaire supplémentaire.

Contractuels. Par ailleurs, la question, lancinante, des postes vacants se posera à nouveau, avec acuité dans les académies de Versailles et Créteil. Plus de 3 000 postes n'ont pas été pourvus à l'issue des concours. Le ministère relativise en expliquant que la situation est tout de même « meilleure que l'an dernier » et que les contractuels recrutés pour faire face ont pu « être formés plus en amont, dès juin ».

Tout aussi primordial est le remplacement des absences de courte durée. C'est l'un des objectifs principaux du « pacte enseignant ». Seuls un petit tiers d'entre eux y ont adhéré selon un bilan de l'Education nationale en avril 2024. Soit 24% dans le primaire et 33% dans les collèges et lycées.

Le sujet budgétaire, majeur au niveau gouvernemental et au vu des échéances, se posera évidemment pour l'Education nationale. Mais, pour le moment, la rentrée s'effectue avec les moyens prévus dans l'exercice précédent.

L'expérimentation de l'uniforme, anticipée par certaines collectivités, sera lancée dans une centaine d'établissements au total, son bilan étant dressé à la fin de l'année scolaire.

Succédant à un Attal tout feu tout flamme, Nicole Belloubet assurait qu'elle aussi aurait à trouver « sa » mesure abaya. En sept mois, elle a surtout joué (et en partie réussi) l'apaisement.

@malombard ✕

La vice-présidente a moins de 70 jours pour battre Donald Trump. Il lui reste encore plusieurs obstacles avant d'y parvenir

Les neuf défis de Kamala Harris pour gagner l'élection

Marathon

Robert F. Kennedy a annoncé vendredi soir mettre fin à sa course présidentielle. Il appelle désormais ces quelque 5% d'électeurs à voter pour Donald Trump, et espère obtenir un poste dans son administration en cas de victoire. Il pourrait par exemple briguer une place au département de la Santé, alors qu'il partage avec le républicain la même méfiance envers les vaccins.

Lola Ovarlez

KAMALA HARRIS ET TIM WALZ ont le vent en poupe depuis la Convention démocrate de Chicago, qui s'est achevée jeudi dernier. Mais maintenant, leur campagne pour battre Donald Trump entre dans le dur. Comme l'a déclaré la vice-présidente : « Passons aux choses sérieuses ». Neuf défis s'imposent à elle, d'ici au 5 novembre.

1. UN PROGRAMME À PRÉSENTER

Même si elle est en tête des sondages, les Américains et la presse attendent encore de savoir quelles seront les priorités de Kamala Harris une fois à la Maison Blanche. Le premier défi de la vice-présidente est donc, à présent, de les dévoiler - et les défendre. Pour cela, elle a prévu de répondre, pour la première fois depuis sa candidature, à la presse américaine, d'ici la fin du mois.

L'exercice est crucial, mais risqué. Sa première tentative d'esquisser un programme économique a reçu des retours mitigés, notamment d'économistes qui contestent sa mesure de contrôle des prix. Et ses propositions, qui augmenteraient le déficit fédéral de 1 700 milliards de dollars selon le Committee for a Responsible Federal Budget, effraient pour l'instant les électeurs modérés, qui redoutent une mauvaise gestion économique.

2. LES DÉBATS À VENIR

Donald Trump est certain de se servir de ces mesures comme de munitions pour attaquer la vice-présidente, lors de leur prochain débat, le 10 septembre. Lui se prépare à un deuxième affrontement victorieux, après la prestation désastreuse de Joe Biden le 27 juin.

De son côté, Kamala Harris sait qu'elle n'a pas le droit à l'erreur si elle veut prouver aux Américains et aux sceptiques qu'elle a bel et bien le potentiel d'être présidente. Ancienne procureure, elle a toutefois prouvé sa capacité à débattre, y compris en 2020, lorsqu'elle a envoyé Joe Biden sur les roses après une remarque maladroite au sujet de deux sénateurs ségrégationnistes. Un second débat devrait avoir lieu en octobre, après celui de J.D Vance et Tim Walz le 1^{er}.

3. DONALD TRUMP AFFINE SA STRATÉGIE

L'entrée surprise de Kamala Harris dans la course lui a donné un avantage sur Donald Trump, peu préparé à l'affronter. Mais le républicain a plus de deux mois pour réaligner sa stratégie d'attaque. Si ses critiques du bilan économique de l'administration Biden n'ont pas heurté la campagne de la vice-présidente, un programme politique trop à gauche lui donnerait l'opportunité de marquer quelques points.

Pour l'instant, sa volonté de peindre sa rivale comme une candidate d'extrême gauche résonne auprès d'une partie des électeurs. Selon un sondage du *New York Times*, 43% des électeurs de l'Arizona, du Nevada, de la Géorgie et de la Caroline du Nord l'estiment trop progressiste.

4. PRESQUE LA MOITIÉ DE LA POPULATION SOUTIENT TRUMP

N'en déplaise aux démocrates, Donald Trump est toujours aussi populaire. Environ 44% des Américains l'apprécient, soit un point de plus que l'été 2020 et dix points de plus qu'en 2016, et ce, malgré sa dernière condamnation au pénal et autres déboires judiciaires.

Kamala Harris a beau être en tête des sondages, avec 47,5% des intentions de vote, Donald Trump n'est jamais très loin derrière. Elle doit donc, non seulement apprendre aux électeurs à l'apprécier, mais confronter le fait qu'une portion stable des Américains préfère, tout simplement, son rival.

5. L'IMPACT DE L'ABANDON DE KENNEDY

La nouvelle alliance entre Donald Trump et Robert F. Kennedy Jr. n'est pas une bonne nouvelle pour Kamala Harris. L'ex-candidat indépendant cherchera à s'attaquer à elle, et le report de voix de ses électeurs risque surtout de profiter au ré-



SIPA PRESS

La candidate démocrate fait face au risque de l'abstention des jeunes. Un électorat qui représente 40 millions de voix.

publicain. La part de ses soutiens qui penchaient déjà vers les démocrates ont fini par se rallier à Kamala Harris après le désistement de Joe Biden.

Les quelque 5% ou 7% restants, eux, sont indifférents à sa campagne et donc potentiellement pro-Trump. Dans une élection aussi serrée, même cette minorité pourrait freiner les chances de victoire de la vice-présidente.

6. LES ÉLECTEURS HISPANIQUES, PAS TOUT À FAIT ACQUIS

Ces dernières années, cet électorat a progressivement tourné le dos aux démocrates, en s'abstenant ou en se ralliant à Donald Trump. Joe Biden a obtenu 59% de leurs voix en 2020, une chute de douze points par rapport à 2012. Or, si Kamala Harris devance son rival de plus de dix points aujourd'hui, elle est à la traîne par rapport à 2020, selon l'institut Equis.

Elle a surtout besoin de reconquérir cet électorat dans les Etats pivots du Nevada et de l'Arizona, où la communauté hispanique représente environ 30% de la population. Son bilan en matière d'immigration et la situation économique sont, pour l'instant, ses principales faiblesses - et les principaux points d'attaque de Donald Trump.

7. LA PARTICIPATION DES JEUNES EN JEU

Les jeunes Américains reviennent dans le camp démocrate depuis le désistement de Joe Biden. Mais leur participation risque d'être limitée : seulement 50% d'entre eux se sont rendus aux urnes en 2020. Kamala Harris a donc pour défi de mobiliser cet électorat abstentionniste, qui représente 40 millions d'électeurs, alors que 7% soutiennent actuellement la candidate écologiste et pro-palestinienne Jill Stein et le philosophe d'extrême gauche Cornel West.

8. LA GUERRE À GAZA EST TOUJOURS UNE ÉPINE DANS LE PIED

En reprenant le flambeau de Joe Biden, la vice-présidente a hérité du problème des militants pro-palestiniens, qui la pressent de changer le ton envers Israël. Davantage remonté par le fait d'avoir été snobé à Chicago, le mouvement « Uncommitted » menace encore aujourd'hui de la boycotter dans les urnes. Si elle ne parvient pas à les apaiser d'ici novembre, ils pourraient lui coûter des voix dans des scrutins serrés, comme au Michigan. 100 000 personnes avaient voté contre Joe Biden lors de la primaire, soit deux tiers de son avance sur Donald Trump dans cet Etat en 2020.

9. LA TRÈS ATTENDUE « SURPRISE D'OCTOBRE »

Cette année électorale a déjà eu son lot de rebondissement, mais gare à octobre. Ce dernier mois de campagne est régulièrement perturbé par des révélations ou événements qui viennent rebattre les cartes de l'élection. En 2016 par exemple, l'investigation du FBI au sujet des e-mails privés de Hillary Clinton a participé à miner ses chances de victoire, au profit de Donald Trump. Certes, une surprise d'octobre ne signifie pas une défaite assurée, mais Kamala Harris en serait bien plus vulnérable, face à un milliardaire presque invincible. Néanmoins, Donald Trump attend encore sa sentence pour son procès pénal à New York. Elle devrait être annoncée le 18 septembre. Et si en 2024, la surprise avait lieu un mois plus tôt ?

@lolaovarlez ✕

Conférences by l'Opinion



Ressources humaines : L'engagement, mode d'emploi

CONFÉRENCE EN PRÉSENTIEL
Judi 19 septembre 2024
De 9h à 10h30, Paris 8^e

Découvrir le programme et s'inscrire



Informations et inscriptions gratuites : www.lopinion.fr/evenements

En partenariat avec :



apec
DONNER DE L'ÉLAN
À VOTRE AVENIR

« Tous les Libanais ne soutiennent pas le modus operandi du parti chiite, encore moins ses options politiques et sociales ou son ressentiment anti-occidental », selon le spécialiste **Fadi Assaf**

« Le Hezbollah a une influence grandissante au sein de “l’axe de la résistance” mené par l’Iran »

Un Etat dans l’Etat

Dimanche à l’aube, des avions de combat israéliens ont frappé de multiples cibles du Hezbollah dans le sud du Liban dans une opération présentée comme « préventive ». Selon Tsahal, il s’agissait de détruire des armes du mouvement chiite libanais sur le point d’être utilisées dans une attaque majeure contre le centre et le nord d’Israël.

Interview Pascal Airault

FONDATEUR DE Middle East Strategic Perspectives, un cabinet de conseil spécialisé dans les affaires du Moyen-Orient à Beyrouth, Fadi Assaf décrypte pour l’Opinion l’escalade en cours.

Quels sont les objectifs d’Israël et du Hezbollah dans l’escalade militaire en cours ?

La recrudescence des tirs des derniers jours permet aux deux belligérants d’appuyer leur rhétorique auprès de leurs publics respectifs. Benjamin Netanyahu cherche à montrer aux Israéliens qu’il est en mesure de les protéger par anticipation après les événements du 7 octobre. Il s’agit de limiter la capacité de nuisance du Hezbollah que l’implémentation a minima de la résolution 1701 de l’Onu - retrait des forces israéliennes parallèlement au déploiement de l’armée libanaise et des casques bleus de la Finul - ne permettait d’atteindre que très partiellement. Le Premier ministre israélien est déterminé, indépendamment de Gaza, à poursuivre et à intensifier ses opérations ciblées contre les cadres opérationnels du mouvement politico-militaire chiite, ses moyens militaires et logistiques. Israël est dans une situation optimale pour affaiblir l’appareil militaire de son ennemi à moindre coût.

Et pour le Hezbollah ?

Le Hezbollah, pour sa part, respecte sa promesse de revanche après l’élimination d’Ismaïl Haniyeh, l’ex-chef politique du Hamas à Téhéran, et celle de Fouad Chuqr, haut commandant militaire du groupe au Sud-Liban, dans la banlieue de Beyrouth. Le timing choisi est celui de « l’axe de la résistance », indépendamment des échanges de tirs qui durent depuis le 8 octobre 2023 avec Israël, au nom de la solidarité avec le peuple de Gaza. La dynamique actuelle résulte de l’influence grandissante du Hezbollah au sein de cet « axe de la résistance » mené par l’Iran. L’assassinat du Premier ministre Rafic Hariri en 2005, la guerre contre Israël en 2006 et le conflit syrien à partir de 2011 ont permis de l’imposer

« “Le parti de Dieu” tient à souligner le rétablissement de sa capacité de « dissuasion », pierre angulaire de sa stratégie militaire face à Israël »

comme un acteur clé qui a abouti à la création progressive d’un système sociopolitique étranger au Liban. Ainsi, la communauté chiite, sous la conduite du Hezbollah avec son allié national, le parti chiite Amal, poursuit la consolidation de son pouvoir tout en assumant une mission transfrontalière qui continue de fragiliser la cohésion nationale, sa raison d’être originelle. Le Hezbollah œuvre à la reconstruction d’un Liban à son image, en rupture totale avec celui du siècle dernier.

Le Hezbollah ne cherche-t-il pas à restaurer sa dissuasion ?

Malgré l’intensification des tirs entre Tsahal et le Hezbollah, l’élargissement du périmètre de ces échanges des deux côtés de la frontière, la diversification des moyens employés de part et d’autre, et le choix de nouvelles cibles par les belligérants, les dirigeants du Hezbollah continuent d’affirmer qu’Israël s’en tient toujours aux « règles d’engagement ». Il tient ainsi à souligner le rétablissement de sa capacité de « dissuasion »,



La ville de Kiryat Shmona a été visée par des tirs de roquettes venant du Liban, le 24 août.

pierre angulaire de sa stratégie militaire face à l’Etat hébreu. Pourtant, il subit des pertes grandissantes en hommes, près de 500 cadres opérationnels et combattants, et en matériels (stocks de munitions, dispositifs logistiques)... Sans parler des destructions subies par les villages chiites du sud et de la Bekaa. Le Hezbollah maintient son discours intransigeant et refuse de montrer un quelconque doute sur l’issue de cette guerre. Il pose comme condition pour l’arrêt des tirs à partir du Liban - auxquels il associe occasionnellement, dans sa recherche d’une légitimité sunnite et palestinienne, des factions libanaises et palestiniennes au poids militaire marginal - l’arrêt de la guerre à Gaza. Il lie ainsi le sort du front israélo-libanais à l’issue des négociations en cours pour l’instauration d’un cessez-le-feu et la libération des otages. Pour sa part, Israël « regarde vers le nord », maintenant que son intervention dans la bande de Gaza touche à sa fin pour maintenir la pression sur le Hezbollah et les cellules du Hamas au Liban.

« Le parti de Dieu » ne risque-t-il pas de perdre cette guerre contre Tsahal si elle s’envenime ?

Le Hezbollah se dit prêt à toutes les éventualités. Mais il redoute en réalité de perdre la fenêtre de tir que lui offrait l’alignement d’une série de paramètres : la mobilisation des forces israéliennes à Gaza censée légitimer son combat, la solidarité libanaise, arabe et internationale avec les victimes palestiniennes, la campagne électorale américaine qui paralyse l’administration à Washington, l’avantage psychologique, sa base le soutenant alors que les Israéliens sont traumatisés... Il craint d’être contraint de rétro pédaler pour éviter une escalade sans retenue et mise sur des arrangements régionaux. Une escalade pourrait lui coûter sa prédominance militaire et politique au Liban et au Levant... Elle risquerait de le contraindre à revoir toute sa stratégie dans un sens ou dans l’autre, en fonction des intérêts supérieurs iraniens. Paradoxalement, le salut du Hezbollah pourrait venir d’un engagement à se conformer à la résolution 1701 de l’Onu, que ses dirigeants n’appliquent pour l’instant qu’à la carte. Il devra passer par son allié et porte-parole auprès de la communauté internationale, le président du Parlement et chef du parti Amal, Nabih Berri. Ce dernier se chargerait alors de promouvoir son application en coordination avec les capitales occidentales et arabes concernées.

Comment les différentes communautés libanaises vivent-elles ces événements ?

Elles pensent à maintenant, à hier aussi, mais surtout au lendemain de la guerre et au Liban d’après. La communauté chiite est quasi unanimement alignée derrière le leadership du Hezbollah dans sa guerre contre Israël menée en solidarité avec les Palestiniens et sous le leadership de l’Iran. La petite communauté druze tente d’effacer ses divisions et ses contradictions en confiant, cette fois encore, son destin à un leadership soucieux de faire passer la tempête israélo-iranienne (après celle qui a secoué la Syrie) au moindre coût. Contrairement parfois à l’opinion de ses bases, le leadership politique druze opte aujourd’hui pour une adhésion aux vues du Hezbollah... Ce n’est pas le cas des autres communautés du Liban, malgré

la solidarité avec les victimes palestiniennes. Tous les Libanais ne soutiennent pas le modus operandi du Hezbollah, encore moins ses options politiques et sociales, son ressentiment anti-occidental, son modèle de gouvernance calqué sur celui de l’Iran khomeyniste et des Pasdarans qui ont des ambitions hégémoniques dans la région.

N’est-ce pas le cas des Sunnites et des Chrétiens ?

Meurtris, profondément divisés et marginalisés, les Chrétiens sont majoritairement opposés à l’ouverture d’une guerre sur le front sud du pays, mais seule une partie d’entre eux le fait savoir haut et fort. Ils redoutent tous l’instabilité qui découlerait d’une violence incontrôlée, et surtout ses conséquences politiques le jour d’après... Car, en effet, le Hezbollah, même dans l’hypothèse de son application de la résolution 1701 et même dans le cas de l’affaiblissement substantiel de son arsenal, conserverait les atouts pour s’imposer comme force politique majeure et incontournable pour la suite. Il joue sur la division de la communauté chrétienne qui compte aussi, parmi ses leaders et ses sympathisants, de fervents défenseurs de la mainmise du Hezbollah sur le Liban... Ceux-là nagent à contre-courant de l’histoire et des valeurs de la communauté chrétienne qui ne doutait jamais auparavant de son ouverture sur l’Occident et sur les pays arabes... La communauté sunnite, quant à elle, est désorientée même si la cause palestinienne continue de l’unir et de la motiver. En perte de leadership, cette communauté regarde traditionnellement vers l’Arabie saoudite et l’Egypte, s’ouvre sur l’Occident. Mais elle regarde aussi ailleurs, vers la Turquie et le Qatar, vers la banlieue sud de Beyrouth (fief du Hezbollah), parfois vers un islam politique radical. Elle est l’objet de toutes les convoitises au Levant et le sera davantage au cours des prochains mois et des prochaines années. Le but de l’Iran est de la faire adhérer, sous son strict contrôle, à son « axe de la résistance ». Les Frères Musulmans et leurs sponsors turcs et qataris ont pour elle d’autres projets politiques. Les monarchies arabes (Arabie saoudite, Emirats arabes unis...) et l’Egypte attendent le moment propice pour tenter de la récupérer...

Le conflit ne risque-t-il pas de freiner un peu plus le processus politique et les réformes économiques ?

Oui, la guerre a enlisé le processus politique. Les acteurs n’ont pas pu élire un nouveau président de la République, le gouvernement intérimaire fait de la figuration depuis de longs mois. Cela rend impossible l’ouverture du dossier des réformes économiques dont la classe dirigeante ne veut pas pour préserver ses intérêts clientélistes. Il est nécessaire de refonder la gouvernance du pays pour mettre en place un système alternatif qui remplacerait le modèle usé et caduc en vigueur - avec ses amendements successifs - depuis 1943. Deux idées s’opposent : une nouvelle Constitution qui refléterait le rapport des forces en présence, avantageant de facto des communautés au détriment d’autres ; un projet plus audacieux pour vivre l’unité du Liban, tel un système fédéral autour duquel il faudra trouver un consensus.

@P_Airault

Tribune

Le Royaume-Uni se rapproche de l’UE et la France regarde ailleurs



Par Isabelle Le Calennec, députée LR au Parlement européen, conseillère régionale de Bretagne

Pendant que le président de la République décidait de dissoudre l’Assemblée nationale, précipitant de nouveau le pays dans trois semaines de campagne, une autre élection législative se déroulait chez nos voisins britanniques. A la différence des résultats français, les Britanniques ont donné une très nette majorité, 404 sièges, au parti travailliste. Et à la différence de la France, Keir Starmer a été nommé Premier ministre du Royaume-Uni dès le lendemain de la victoire du Labour.

Plongés dans la fièvre des Jeux olympiques, nous n’avons pas beaucoup porté notre attention sur ce qui se passait outre-Manche, négligeant l’histoire personnelle de Keir Starmer et son engagement en faveur d’une relation plus étroite avec l’Union européenne. Il fut un militant de « The in campaign » en 2016 et il continua à promouvoir l’idée d’un second référendum en 2019. Il modère certes son propos lors des législatives, mais demeure partisan de renforcer les liens entre l’UE et le Royaume-Uni... dans l’intérêt de ce dernier.

Actes. A cet égard, il est important de prendre en compte les premiers actes publics de Keir Starmer sur le sujet européen.

Le 10 juillet, il échange avec Olaf Scholz lors du sommet de l’Otan à Washington. « Le chancelier a salué l’engagement du Premier ministre à réinitialiser les partenariats européens du Royaume-Uni, soulignant à quel point nos amitiés avec des pays partageant les mêmes idées seront importantes dans un environnement international difficile », a déclaré le porte-parole de Downing Street.

Le vendredi suivant, Keir Starmer rencontre de nouveau le chancelier allemand au siège du SPD, à Berlin, pour traiter du Brexit et

« C’est Berlin qui exprime le souhait d’un “méga-deal” sur l’après-Brexit »

de l’Ukraine. Le choix de ce premier voyage en Europe continentale en dit long. L’empressement et l’enthousiasme du chancelier valident l’idée selon laquelle l’Allemagne regrette le départ du Royaume-Uni. Il y a une volonté de resserrer les liens, mais aussi d’instaurer une relation privilégiée entre Londres et Berlin.

Enfin, jeudi 18 juillet, Keir Starmer recevait les dirigeants européens au Palais de Blenheim, à Woodstock, pour le 4^e Sommet de la Communauté politique européenne. Retenons de sa conclusion cette phrase clé : « Sous ma direction, le Royaume-Uni sera un ami et un partenaire, prêt à travailler avec vous, sans faire partie de l’Union européenne, mais en faisant partie intégrante de l’Europe ».

Certes, le président français a rencontré Keir Starmer à Washington et à Blenheim, mais c’est Berlin que le nouveau Premier ministre travailliste a choisi pour « réinitialiser » les relations entre Londres et Bruxelles. C’est Berlin qui exprime le souhait d’un « méga-deal » sur l’après-Brexit allant au-delà d’un simple pacte de sécurité, mais s’ouvrant à un pacte de sécurité et de coopération comme l’a déclaré Miguel Berger, ambassadeur d’Allemagne au Royaume-Uni. Certains souhaiteraient que ce pacte s’élargisse aux questions agricoles, aux échanges commerciaux, aux échanges d’étudiants...

Où est Paris dans ce qui ressemble à une accélération de l’histoire ? Qui pour incarner ce dialogue nécessaire avec le Royaume-Uni, 5^e partenaire commercial de la France ?

Le président français nous a habitués à soumettre nos relations extérieures aux contingences de notre politique intérieure. Cette méthode va atteindre ses limites car, si les Jeux olympiques sont terminés, la grande compétition internationale se poursuit et, en l’état, le sélectionneur n’a pas encore publié la composition de l’équipe de France.

A Gaza, deux millions de Palestiniens vivent désormais entassés dans 39 kilomètres carrés

LES PALESTINIENS de Gaza vivent de longue date dans l'un des endroits les plus densément peuplés de la planète. Et, depuis le début de la guerre, il y a plus de dix mois, le territoire sur lequel ils peuvent espérer vivre en sécurité s'est encore considérablement réduit. Ces dernières semaines, Israël a étendu son offensive contre le Hamas à Gaza à des zones auparavant désignées comme sûres par son armée. Mais, selon cette dernière, des miliciens s'y cachent désormais. En conséquence, les Palestiniens se trouvent entassés dans des portions de plus en plus réduites de l'enclave.

Depuis le début du mois, l'armée israélienne a émis au moins neuf ordres d'évacuation concernant des zones qu'elle avait auparavant établies comme des zones humanitaires. Ces directives ont affecté 213 000 personnes, selon les Nations unies. Cela signifie que les 2,2 millions d'habitants de Gaza se retrouvent désormais essentiellement concentrés sur un espace de 39 kilomètres carrés. Moins que la superficie de Manhattan. Autrement dit, alors qu'au début de l'année, les ordres d'évacuation avaient, selon les Nations unies, poussé les Palestiniens fuyant la guerre à s'abriter dans des zones représentant environ 33% de la bande de Gaza, ils sont désormais entassés sur seulement 11% de l'enclave, qui au total à une superficie équivalente à celle de Philadelphie.

La diminution de l'espace dans lequel les Palestiniens sont susceptibles de se réfugier fait craindre l'apparition de maladies et l'aggravation des conditions de vie. « Cela va se traduire par plus de maladies et plus de pression sur les infrastructures existantes », s'alarme Bushra Khalidi, responsable politique à Oxfam, une organisation caritative qui travaille dans la bande de Gaza.

Israël dit désormais espérer trouver et éliminer des militants du Hamas dans des zones auparavant désignées comme zones humanitaires après avoir passé au peigne fin la majeure

« La réduction des espaces sûrs risque d'aggraver une crise humanitaire déjà dramatique et de renforcer la pression internationale sur l'Etat hébreu afin qu'il mette fin à la guerre »

partie du reste de la bande de Gaza. Mais la réduction des espaces sûrs risque d'aggraver une crise humanitaire déjà dramatique et de renforcer la pression internationale sur l'Etat hébreu afin qu'il mette fin à la guerre. Les médiateurs américains et arabes poussent Israël et le Hamas à accepter un cessez-le-feu qui améliorerait la situation. Mais les positions des deux parties restent très éloignées l'une de l'autre.

Depuis des mois, Israël avertit que les militants du Hamas utilisent la zone humanitaire d'Al-Mawasi pour se regrouper et lancer des attaques à la roquette. L'aviation israélienne a déjà procédé à des frappes qui ont fait des victimes civiles dans cette zone, conduisant certains Palestiniens à penser qu'aucune partie de la bande de Gaza n'était sûre. Le Hamas « continue délibérément d'installer des moyens militaires utilisés pour mener des attaques contre Israël à proximité des infrastructures humanitaires et de la population civile », a expliqué l'armée israélienne avant un récent ordre d'évacuation. Elle n'a pas répondu à une demande de commentaire sur l'impact humanitaire de la réduction de l'espace réservé aux civils.

Afin d'éviter d'autres morts civils, Israël demande à la population de se concentrer sur une petite portion d'Al-Mawasi, qui est déjà envahi par les Palestiniens, vivant dans des tentes, selon les ONG qui leur portent assistance. Sur place, il y a peu d'infrastructures médicales et la nourriture et l'eau potable sont rares, ajoutent-elles. Dua'a Abu Daqqa, 35 ans, est handicapée. Elle s'était récemment réfugiée à Al-Mawasi après l'émission d'un ordre d'évacuation. Au bout de seulement une semaine, elle est retournée vivre dans une tente près de la ville de Khan Younès, dans le sud de Gaza. Son handicap lui rend les déplacements à répétition au sein de l'enclave particulière-



SIPA PRESS

Un Palestinien assis dans les ruines de Beit Lahia, dans le nord de la bande de Gaza, le 22 août.

ment difficiles, confie-t-elle. « Je me suis fait voler mon fauteuil roulant. Chaque fois qu'on nous demande d'évacuer, nous devons trouver une voiture, ce qui n'est pas possible, témoigne Dua'a Abu Daqqa. Parfois, il faut me porter pour me permettre d'échapper à la mort. »

La concentration de la population suscite une nouvelle crainte, celle d'une épidémie de la poliomyélite, une maladie qui peut conduire à la paralysie. Après l'annonce par l'armée israélienne, en début d'année, de la découverte de traces du virus dans les eaux usées de Gaza, le ministère de la Santé de l'enclave a confirmé la semaine dernière l'existence d'un premier cas chez un enfant de dix mois. Selon le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, des centaines de milliers d'enfants de Gaza risquent ainsi de contracter la poliomyélite. L'armée israélienne a organisé cette semaine une réunion avec des organisations humanitaires sur la façon de mener une campagne de vaccination contre ce virus qui a été largement éradiqué dans la plupart des régions du monde.

Les eaux usées non traitées, les pénuries d'eau potable, la nourriture insuffisante, l'affaiblissement des infrastructures médicales et le manque de produits d'hygiène personnelle exacerbent les craintes d'une épidémie. Les récents ordres d'évacuation israéliens ont touché les cliniques de fortune, des écoles et des infrastructures d'eau et d'assainissement, a souligné lundi dernier le bureau de coordination humanitaire des Nations unies.



SIPA PRESS

Afin d'éviter d'autres morts civils, Israël demande à la population de se réfugier sur une petite portion d'Al-Mawasi, qui est déjà envahi par les Palestiniens, vivant dans des tentes.

Selon l'ONU, « cette réduction de l'espace, combinée à la surpopulation, à l'insécurité accrue, à des infrastructures inadéquates et surchargées, aux hostilités en cours et à l'existence de services limités, aggrave une situation humanitaire désastreuse ». Israël affirme faire tout son possible pour permettre l'acheminement d'aide à Gaza mais se plaint des entraves du Hamas, qui, selon Tel Aviv, tire des roquettes depuis des sites situés à proximité d'entrepôts de distribution de l'aide.

Plus de 40 000 Palestiniens, en majorité des civils, ont été tués depuis qu'Israël a lancé sa campagne de bombardements aériens et ses opérations terrestres à Gaza l'année dernière, selon des responsables palestiniens qui ne précisent pas combien d'entre eux étaient des combattants. Israël a envahi la bande de Gaza après l'attaque du 7 octobre menée par le Hamas, qui, selon l'Etat hébreu, a fait 1200 morts, pour la plupart des civils, et pris plus de 240 otages. Commencée au nord de l'enclave, la campagne militaire israélienne s'est ensuite déplacée au sud lors des dix mois de guerre, forçant les Palestiniens à se réfugier dans la zone d'Al-Mawasi, à l'ouest de l'enclave.

Ces derniers mois, l'armée israélienne s'est concentrée sur la ville de Rafah, dans le sud de la bande de Gaza, mais elle se dit également confrontée à des attaques du Hamas depuis l'intérieur de la zone humanitaire. Cette semaine, elle a également annoncé avoir récupéré les corps de six otages dans un tunnel situé sous Khan Younès, dans un ter-

ritoire qu'elle a désigné comme zone humanitaire. Le Hamas s'est retiré dans certaines de ces zones dites sûres pour reconstruire ses capacités militaires et lancer des attaques à la roquette, selon Amir Avivi, ancien géné-

« Toute la stratégie du Hamas consiste à utiliser ses citoyens comme boucliers humains et à se cacher dans les infrastructures civiles »

ral de brigade de l'armée israélienne à Gaza. « Toute la stratégie du Hamas consiste à utiliser ses citoyens comme boucliers humains et à se cacher dans les infrastructures civiles », insiste Amir Avivi. En émettant des ordres d'évacuation, Israël « cherche à minimiser les dommages collatéraux », ajoute-t-il. Le Hamas a, pour sa part, déclaré mercredi qu'Israël « étouffait délibérément » les Palestiniens en les forçant à se réfugier à Al-Mawasi. Les combats entre Israël et le Hamas à Gaza se poursuivent alors que les Etats-Unis et les médiateurs arabes poussent les deux parties à conclure un accord de cessez-le-feu.

La zone humanitaire délimitée par Israël ainsi que ses abords restent dangereux. En juillet, l'Etat hébreu a largué huit bombes de 900 kg sur une cible située sur le côté est de cette zone, dans le but de tuer le chef militaire du Hamas et d'autres dirigeants du mouvement. Selon les autorités sanitaires de Gaza, la frappe a fait plus de 90 morts et des centaines de blessés. Israël affirme que le chef militaire du groupe, Mohammed Deif, a été tué, ce que conteste le mouvement islamiste. Quelque 289 travailleurs humanitaires ont également trouvé la mort à Gaza depuis le 7 octobre, selon les Nations unies.

Après avoir été obligés de se déplacer à deux ou trois reprises, certains Palestiniens prennent désormais le risque de rester là où ils se trouvent, autant par incapacité à trouver ailleurs une tente ou un abri que parce qu'ils ne croient plus qu'existe à Gaza un quelconque endroit sûr. « Nous savons que l'on va peut-être nous demander de partir bientôt, reconnaît ainsi Fatma Khalaf, 37 ans, une mère de trois enfants qui a trouvé refuge dans la ville de Deir al-Balah, au centre de Gaza. Mais nous ne savons pas vraiment où nous irons. »

Abeer Ayyoub & Rory Jones
(Traduit à partir de la version originale en anglais par Yves Adaken)

Edited from the original

La fabrique de l'Opinion

L'invité du 8 Bellini

Antoine Foucher

« Mon nouveau contrat social :
il faut un big bang
populaire en faveur du travail »

Dans un essai passionnant, pédagogique et documenté, *Sortir du travail qui ne paie plus* (Editions de l'Aube, 17 euros), Antoine Foucher explique le désarroi des Français et met sur la table une réforme fiscale pour revaloriser la rémunération du travail. Les gros héritages, les retraités et ceux qui touchent des dividendes ou des intérêts seraient davantage mis à contribution. Il accorde à l'Opinion son premier entretien.

Vous dites que le travail ne paie plus, n'est-ce pas un peu exagéré ?

Non, à condition de définir précisément ce qu'on entend par là : le travail ne paie plus au sens où, pour la première fois depuis 1945, la grande majorité des gens n'améliorent plus leur niveau de vie en travaillant. Pendant les Trente Glorieuses, le niveau de vie progressait en moyenne de 5% par an, ce qui permettait de le doubler en quinze ans. Des années 1980 jusqu'à la crise de 2008, il augmentait de 2% par an, et depuis 2009, il ne progresse que de 0,8%. Désormais, il faudrait travailler quatre-vingt-quatre ans pour vivre deux fois mieux.

Tout de même, on achète davantage de biens grâce à une heure de travail qu'avant...

Oui, et c'est l'objection habituelle : comment peut-on dire que le travail ne paie plus, puisqu'une année de travail permet d'acquérir plus de choses qu'avant (à l'exception notable du logement), y compris pour les plus modestes ? Mais cette objection passe à côté du problème, c'est-à-dire de la rupture historique qu'on observe : la promesse du travail, c'était d'améliorer son niveau de vie année après année, et cette promesse est rompue.

Vous pointez une seconde rupture...

Depuis la Seconde Guerre mondiale, chaque génération a travaillé un peu moins que la précédente : on vivait de mieux en mieux, en travaillant de moins en moins, grâce à un travail de plus en plus productif. C'est fini. La durée annuelle du travail ne recule plus depuis vingt ans, et ne reculera plus. De même, compte tenu d'une réalité démographique implacable, la durée du travail sur la vie, elle, augmente. En 1993, il fallait avoir cotisé 37,5 ans avant de partir en retraite, aujourd'hui c'est 42-43 ans, et ça va encore augmenter. Certes, l'espérance de vie à 60 ans progresse en parallèle, mais moins vite. Cela ne veut pas dire que travailler plus longtemps n'est pas nécessaire, mais ne négligeons pas la double rupture historique en cours : les travailleurs actuels sont les premières générations depuis 1945 qui vont devoir travailler autant, voire davantage que leurs parents, et sans avoir l'espérance de vivre beaucoup mieux qu'eux.

Pourtant, à écouter certains, les Français ne veulent plus travailler...

C'est une impression répandue, mais c'est factuellement faux. Collectivement, nous n'avons jamais été aussi nombreux à travailler. A près de 64%, le taux d'emploi, c'est-à-dire la proportion de Français de 15 à 64 ans qui travaillent, n'a jamais été aussi élevé depuis cinquante ans. Le rapport au travail change, mais les gens ne désinvestissent pas le travail, ils s'adaptent à une nouvelle donne historique.

La valeur du travail n'est-elle pas captée par les entreprises au détriment des salariés ?

C'est vrai dans certains pays, notamment aux Etats-Unis, mais pas en France où le partage de la valeur ajoutée est resté à peu près

stable. Le fait que le travail ne paie plus ne s'explique pas non plus par l'augmentation des inégalités entre travailleurs. Pour un temps plein, les 10% les mieux payés gagnent trois fois plus que les 10% les moins bien payés.

Il y a tout de même des rémunérations qui se comptent en millions ou dizaines de millions par an...

C'est vrai qu'elles n'existaient pas avant, mais elles ne concernent que quelques centaines de personnes. Elles sont toxiques démocratiquement car elles donnent, à tort, le sentiment que les inégalités de rémunérations ont explosé et que c'est la raison pour laquelle le travail ne paie plus. Mais, même à supposer qu'on redistribue 100% de ce que les 16 000 personnes les mieux payées de France gagnent (à partir de 22 000 net par mois), cela ferait une hausse de 35 euros par mois pour les autres. Ce n'est pas à la hauteur.

Pourquoi le travail paie-t-il moins qu'avant, alors ?

Il y a plusieurs causes. D'abord notre désindustrialisation. L'industrie manufacturière (hors énergie) ne représente plus que 10% du PIB, comme en Grèce ou à Chypre ! Or, c'est dans l'industrie que les gains de productivité, qui permettent d'augmenter les salaires chaque année, sont les plus forts. Ensuite, nous sommes devenus un peuple moyennement éduqué, qui n'innove plus beaucoup, comme le montrent les évaluations des élèves (Pisa) ou des travailleurs actifs (Piaac). Nous sous-investissons dans l'éducation et les compétences et nous surinvestissons dans les retraites et la protection sociale, de sorte que nous sommes devenus un peuple de consommateurs de biens inventés et produits par d'autres. Fondée sur la consommation, notre économie conduit mécaniquement à un travail qui ne paie plus.

Voyez-vous d'autres raisons ?

Nous avons choisi de faire payer nos dépenses publiques supplémentaires par les travailleurs. Le travail est imposé, en moyenne, à 46%. Avec le prélèvement forfaitaire unique à 30%, les investisseurs, ou les rentiers, comme vous voulez, conservent 70 % de ce qu'ils gagnent. Les héritiers, eux, ne sont imposés qu'à 6% en moyenne, bien loin des taux apparents, compte tenu des multiples exonérations. Au total, nous taxons le travail 8 fois plus que l'héritage, 3 fois plus que les retraites et une fois et demie plus que la rente.

« Nous avons choisi
de faire payer nos
dépenses publiques
supplémentaires
par les travailleurs »



Qu'a fait Emmanuel Macron pour s'attaquer à cette situation ?

On a triplé le nombre d'apprentis et donné les moyens aux salariés de changer de métier en se formant, grâce au compte personnel de formation. On a baissé les cotisations des actifs en échange de la hausse de la CSG. La prime d'activité a été relevée de 90 euros par mois. Enfin la désindustrialisation a été stoppée. Tout cela va dans le bon sens, mais est insuffisant : il faut un big bang populaire en faveur du travail.

Que proposez-vous ?

Réduire l'écart entre ce que les travailleurs gagnent et ce qu'ils gardent pour eux. Diminuons de 100 milliards les prélèvements sur les travailleurs, en les transférant sur quatre autres sources : la rente du capital, les héritages les plus chanceux, les retraites des plus aisées et la consommation la moins essentielle. Sur le capital, la flat tax serait augmentée de 30% à 36% : c'est moins business friendly, mais ça ne fera pas fuir les investissements.

Et sur les retraités ?

Pour la première fois, les retraités ont un niveau de vie plus élevé, en tenant compte de leur logement, que les travailleurs. Or, ce n'est pas le fruit de leurs cotisations. Si on versait aux retraités uniquement ce qu'ils ont cotisé, il faudrait baisser, en moyenne, les pensions de 30% à 50%. On peut demander un effort raisonnable aux retraités les plus aisés, en stabilisant leur pension pendant quelques années.

Les Français sont allergiques à la taxation de l'héritage...

C'est vrai, et on doit concilier deux principes : ne pas taxer une deuxième fois ce qui a déjà été taxé, mais aussi faire en sorte que ce que les gens possèdent soit principalement le fruit de leur travail. Or, aujourd'hui, 60% du patrimoine des personnes vient du hasard de leur naissance et n'a rien à voir avec leur mérite propre. Je propose de ne pas toucher à 90% des héritages, mais seulement aux 10% les plus chanceux, c'est-à-dire au-delà de 500 000 euros. Ce nouveau compromis entre mérite et naissance serait complété par une « TVA souveraineté », soit une hausse de 4 points, indispensable pour réindustrialiser. Les taux seraient revus pour protéger la consommation des plus modestes. A l'inverse, les biens intensifs en carbone importé, comme les voitures produites en Asie, seraient soumis à une TVA de 25%. La hausse du pouvoir d'achat du travail ne doit pas servir à augmenter notre consommation de biens importés, faute de quoi nous aggraverons notre problème.

Pourquoi vouloir passer par référendum ?

Parce qu'il s'agit d'un nouveau contrat social fondé sur le travail ! Tous les travailleurs seront gagnants, mais il y aura des perdants ailleurs. On ne pourra nouer ce nouveau compromis qu'après un large débat national. Je suis persuadé qu'il sera moins difficile de gagner un référendum que d'avoir une majorité au Parlement. Et les référendums sont souvent un succès : depuis 1958, les Français ont directement approuvé les réformes proposées dans huit cas sur dix.

Interview Marc Vignaud
@mvignaud



Révolution fiscale

Antoine Foucher a fondé Quintet, cabinet de conseil aux entreprises en stratégie sociale et compétences, dont il est le président. Il a notamment été conseiller du ministre du Travail Xavier Bertrand, de 2011 à 2012, directeur des relations sociales, de la formation et l'éducation, directeur général adjoint du Medef de 2012 à 2016, puis directeur de cabinet de la ministre du Travail Muriel Pénicaud, de 2017 à 2020.

Choix publics Le génie du libéralisme

La chronique
de Erwan
Le Noan



Dans *La mort heureuse*, Albert Camus, suivant la quête de bonheur de Mer-sault, le personnage principal, écrit que le « souci de liberté et d'indépendance ne se conçoit que chez un être qui vit encore d'es-poir ». En une phrase, simple et brillante, le prix Nobel touche du doigt la tension profonde de notre modernité libérale : il faut encore (pouvoir) croire en la possibilité d'un avenir pour rechercher la liberté. Il faudrait ajouter toutefois qu'être libre est précisément ce qui permet (et impose) d'inventer cette opportunité d'un futur meilleur. Cette contradiction complexe est au cœur du génie du libéralisme.

Dieu étant « mort », notre monde s'est sécularisé. Si la religion est toujours bien présente, elle a perdu sa fonction de guide de la société. Notre modernité politique a ainsi émergé des guerres des XVI^e et XVII^e siècles : l'Europe a appris dans le sang que les conflits théologiques sont fratricides, mortels et insolubles. Comment transiger, dès lors que sont en jeu des dogmes qui entendent expliquer le monde et orienter l'existence humaine ? L'Etat séculier est né, progressivement, de cette volonté de neutraliser la vie collective et de réserver le domaine de la foi à la sphère privée. Le libéralisme est une pacification.

Opportunités. Cette sortie de la religion a autorisé une révolution : l'humanité a désormais la charge de déterminer sa destinée. Au niveau collectif, la démocratie est le mécanisme qui le permet. Au niveau individuel, chaque personne est désormais responsable de son salut : l'égalité des droits et des opportunités laisse à tous la possibilité d'y parvenir. En rupture avec l'Ancien Régime, la société libérale a l'ambition de permettre à chacun de choisir son destin, qui n'est plus déterminé de façon extérieure - ni par la naissance, ni par le divin. Le libéralisme est ainsi le refus de l'assignation.

C'est une formidable liberté mais aussi une insupportable responsabilité, qui fait reposer sur chacun les succès et échecs de l'existence. Cette tension explique l'attrait des idéologies utopiques qui proposent de réaliser le fantasme de sociétés stationnaires, par la magie d'une théorie ou d'un individu auxquels il suffirait de s'abandonner. Ces paradis illusoires sont par essence incompatibles avec la liberté. Le libéralisme, lui, est incertitude.

L'indétermination du destin est aussi ce qui ouvre la voie de la création et de la connaissance. Dès lors que l'avenir n'est qu'un champ de possibilités et que la vérité est contestable, l'individu peut devenir lui-même créateur, prométhéen. Il conçoit son existence, matérielle ou spirituelle. Il invente sa compréhension du monde. Le libéralisme est le moteur de la création.

Plus encore, à travers la science et les arts, l'Homme s'autorise à explorer et comprendre le monde - et à étudier le sens de son existence. Il cherche - et produit du savoir. Les sociétés libérales sont celles qui, les premières et le plus, ont investi dans l'éducation et l'université. Cet élan se nourrit du mouvement des idées et de la diffusion de l'information. La dynamique de la révolution capitaliste est ainsi celle d'une accélération des circulations. Le libéralisme est, intrinsèquement, une quête de connaissance, intellectuelle, matérielle et humaine. @erwanlenoan

SANDRINE ROUDEIX

l'Opinion

BEY MEDIAS PRESSE & INTERNET SASU - 8, rue Bellini, 75116 Paris - www.lopinion.fr - Actionnaire : Bey Médias SAS. **Président, directeur de la publication** : Nicolas Beytout. **Vice-président, rédacteur en chef** : Rémi Godeau. **Rédacteurs en chef adjoints** : Olivier Baccuzat, Emmanuel Ginisty, Fabrice Gliszczynski et Cécile Desjardins. **BEY MEDIAS PUBLICITÉS** - Tél : 01 40 69 46 96. **Directrice générale adjointe, commerce** : Cécile Colomb. **Publicité commerciale** : Ronan Daligault, Jean-Sylvain Laborde, Pierre-Louis Orsini. **Publicité financière** : Nicolas Wattinne. **SERVICE ABONNEMENTS L'OPINION** : 45 avenue du Général Leclerc, 60643 Chantilly Cedex - Tél : 01 55 56 70 73 du lundi au vendredi de 9h à 18h - Email : abonnements@lopinion.fr. Formule d'abonnement pour 1 an - France métropolitaine : 319 €. **IMPRESSION** : Paris Offset Print (La Courmeuve). Dépôt légal mai 2013 - ISSN : 2266-9922 / CPPAP : 1128 C 91894. Papier produit à partir de fibres issues de forêts certifiées gérées durablement. Origine du papier : Norvège. Taux de fibres recyclées : 0%. Eutrophisation : Ptot 0,022 kg / tonne de papier



7H-9H
EUROPE 1 MATIN
Dimitri Pavlenko

Et retrouvez Emmanuelle Ducros de l'Opinion à 8h50 pour sa chronique *Voyage en absurdie*

Europe 1

Ode à un Master de l'automobile



En rêvant de là-bas, là où l'**Austral** est si beau qu'on en oublie le gris
Là où l'**Espace** est si grand, **Kangoo**'rmandise je te devine,
Je te vois cheveux au vent dans ta **Super 5 Belle-Ile** le long de l'île Seguin
Et le **Fuego**, impensable et redoutable m'envahit et me **Captur**

Plus jamais de secrets, **Arkana** sucre mes lèvres, et pour toujours mon **Master**
Sur le dos d'une **Alouette**, ou à bord d'une **Caravelle**, nous volerons ensemble
Telle une **Etoile Filante** à travers le temps délicieusement **Fainéant**

Arrêtant le **Trafic** aérien du monde, c'est en **Floride**, **Talisman** en main
Que je m'en remettrai à **Clio** pour te chanter mon passé
Nous promettant un **Avantime** novateur

Modus et bouche cousue, ma **Megane** unique, inestimable découverte
près du **Galion** et d'une **Goëlette** en partance pour un monde plus utilitaire
Au bout de **Laguna** Seca comme on l'appelle là-bas
L'**Alliance** en or rose que venait de déposer en **Express** l'**Estafette**,
J'ai osé, audacieux comme une **Dacia**, l'offrir à une **Dauphine** devenue reine des dieux

Et de Pebble Beach à la Villa d'Este en passant par Rungis,
Tes sorties en public déclenchent des **Rodéo**
Et **Mobilize** les foules, des **Twizy** plein les yeux,
En extase devant tant de beauté **Alpine** venue des sommets

Du haut de **Tancarville**, en **Voltigeur**, je déploierai mes **4L** en jetant mes souvenirs amers
Et malgré les **Rafale** de vent si puissantes, je resterai debout à sourire, à imaginer le meilleur
En repensant, aux côtés de **Zoé**, mon cher **Renault**, à tout ce que nous avons vécu de beau
Et à tout ce qu'il nous reste à construire en **Symbioz**.

*Patrick Gruau et les 1 500 collaborateurs du groupe
souhaitent une longue et belle vie au nouveau Master*



44 ans de collaboration depuis la création du Renault Master en septembre 1980.
Sur ce modèle iconique, le Groupe Gruau signe à ce jour plus de 200 000
transformations adaptées aux usages des professionnels. Ça valait bien un poème !

Depuis 135 ans, notre groupe familial, Constructeur-Carrossier, conçoit avec
passion des solutions de Mobilité sur Véhicule Utilitaire pour tous les métiers et
déplacements spécifiques.

Qu' a fait Gruau pour vous aujourd'hui ?